

COMBATTRE pour en finir avec le capitalisme



Pour la construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire et d'une Internationale Ouvrière Révolutionnaire

Editorial :

VERS LA GREVE GENERALE POUR CHASSER LE GOUVERNEMENT DES CAPITALISTES

p. 2

N° 16

8 mars 2009

Prix : 1,00 €

**Guadeloupe : en réalisant l'unité des organisations
ouvrières dans la grève générale, les travailleurs
ont fait plier le gouvernement et le patronat**



p. 4

1919-2009 :

**90^{ème} anniversaire de l'assassinat
de Karl LIEBKNECHT et
de Rosa LUXEMBOURG**

p. 10

Contact :

L. RASCLE

24, allée des platanes 69500 BRON

Site : <http://cci-t.org/>

Sommaire complet.....p. 10

L'AFFRONTMENT EST INEVITABLE

LE GOUVERNEMENT NAVIGUE A VUE

Le gouvernement n'a pas réussi à briser la grève générale en Guadeloupe et Martinique. Il a tout fait pour gagner du temps, en pariant sur le pourrissement de la grève, mais la détermination, l'unité et l'organisation de la grève des travailleurs antillais ont déjoué ses calculs. Il a fait débarquer ses gendarmes mobiles, guettant les signes de l'affaiblissement du mouvement pour restaurer « l'ordre républicain » à coups de matraque, voire à balles réelles, car ces gendarmes-là sont armés. Mais les travailleurs de Guadeloupe et de Martinique ont tenu bon.

Comment dès lors faire intervenir l'armée contre toute une population soudée dans la grève ? D'autant que le gouvernement mesure parfaitement que les millions de salariés du public et du privé, de jeunes et de retraités qui se sont rassemblés dans la grève du 29 janvier cherchent la voie de la grève générale et qu'ils ont les yeux rivés sur la Guadeloupe et la Martinique.

Reculer sur les salaires en Guadeloupe et Martinique, c'est pour le gouvernement faire preuve de faiblesse et encourager les travailleurs dans la voie de la grève générale comme aux Antilles. Ne rien céder, c'est risquer le durcissement du conflit et la propagation de l'incendie. Le gouvernement doit donc essayer d'éteindre le feu mais en reculant le moins possible, d'où les tergiversations au sommet de l'Etat avec les piteux allers-retours du Secrétaire d'Etat à l'Outre-mer.

Une partie de la bourgeoisie française trépigne de rage et s'interroge sur la capacité de Sarkozy à tenir ses objectifs. Laurence Parisot du MEDEF est furieuse :

« L'Etat n'a pas tenu son rôle... Dès le départ, les choses ont été mal engagées et l'Etat n'a pas permis que les négociations se déroulent de façon normale. Les violences et les menaces de la part du LKP n'ont

pas permis les conditions d'un dialogue social comme cela existe partout ailleurs. »

Le MEDEF refuse donc d'entériner les augmentations des bas salaires en Guadeloupe sous la pression des grévistes. Au-delà même de la simple défense de ses profits, il craint que tout cela ne donne des idées aux travailleurs de Métropole.

Confronté au mouvement de grève des enseignants-chercheurs et des étudiants, le gouvernement doit également chercher à composer et manœuvrer. Sur l'essentiel des revendications avancées, l'autonomie des Universités et le pouvoir des Présidents renforcés par la loi LRU, la liquidation de la formation des enseignants, il ne cède rien. Mais il accepte de réécrire avec les organisations syndicales qui sont toutes volontaires, hormis le Snesup – FSU qui a refusé de se prêter à cette comédie, une version adoucie du décret remettant en cause le statut et les conditions de travail des enseignants-chercheurs. En espérant que par cette manœuvre de division, le mouvement finira par s'arrêter. De même promet-il qu'il n'y aura plus de suppressions de postes dans l'Enseignement Supérieur pour les deux prochaines années.

Ce n'est pas tant que la force de ce mouvement en lui-même lui fasse peur, car il est maintenu isolé de la recherche et de la volonté de combat de toute la classe ouvrière sur des revendications justes mais strictement sectorielles. C'est plutôt que le gouvernement n'est pas certain que le barrage organisé sciemment par les dirigeants de ce mouvement pour laisser enseignants-chercheurs et étudiants se battre seuls sera suffisamment étanche. Toute la situation est explosive, le moindre dérapage peut provoquer l'embrasement.

LA REPONSE DE SARKOZY A LA GREVE DU 29 JANVIER

Pourtant, Sarkozy, le 5 février, en réponse à la grève du 29 janvier, n'a rien lâché aux salariés. Il a décidé au contraire de verser encore d'autres milliards aux patrons. Il a réaffirmé sa volonté de poursuivre et d'accélérer ses réformes destructrices tout en conviant les dirigeants syndicaux à une concertation tripartite avec le MEDEF le 18 février.

Avec quels résultats ?

Un calendrier de concertations à venir sur « le partage de la valeur ajoutée et des profits » et sur la création « d'un fonds d'investissement social », une idée obligeamment fournie par F. Chérèque de la CFDT. Pour les dirigeants syndicaux, ce résultat marquerait « une légère inflexion sociale à son plan de relance ». Insuffisant donc, mais dans le bon sens. Le partage de la valeur ajoutée et des profits n'est que la reprise de la vieille idéologie gaulliste du partage des revenus dans le cadre de l'association capital-travail.

Mais le MEDEF a été clair : foin d'un quelconque partage

des revenus, la crise est là, il nous faut des milliards et des milliards d'aide publique et la liberté de licencier à tour de bras. Par contre les syndicats sont invités à partager les « difficultés » des employeurs dans un dialogue d'entreprise entre partenaires responsables. Quant à ce fonds d'investissement social qui constituerait un progrès pour aider les victimes de la crise, son but affiché est tout simplement de faciliter plus encore pour les patrons le recours au chômage partiel en le finançant sur les caisses de l'assurance chômage et sur l'argent public. L'arnaque est évidente : pour aider les capitalistes sous couvert de venir en aide aux salariés, le gouvernement dépouille ces derniers un peu plus.

A l'inverse de la mobilisation massive dans la grève du 29 janvier, la réponse de Sarkozy le 5 février et le résultat de la concertation du 18 février, reste entièrement sur le terrain de l'application du programme du gouvernement de capitalistes !

ET LES RAISONS QUI L'EXPLIQUENT

Pourquoi ? Fondamentalement, bien sûr, parce que le gouvernement de Sarkozy, qui est l'état-major des capitalistes, ne peut pas avoir d'autre programme pour tenter de sauvegarder le taux de profit que de reporter tout le poids de la crise sur le dos des salariés et de la population. Cependant, il ne peut le faire indépendamment des rapports politiques et sociaux. Et dans ces conditions, l'assurance qu'il a que les dirigeants syndicaux ne voudront en aucun cas appeler à la grève générale, comme ils l'ont maintes fois répété, contrairement à ce qu'a fait le LKP en Guadeloupe, préserve son existence.

L'assurance donnée par avance par les dirigeants syndicaux, contrairement au LKP, qui ne négocie mordicus que sur les exigences des grévistes, d'accepter la concertation du 18 février sur les propositions de Sarkozy et du patronat, lui laisse l'initiative.

LES ENSEIGNEMENTS DE LA GREVE GENERALE DE GUADELOUPE ET DE MARTINIQUE

Mais, répondent à l'envi les appareils syndicaux, la grève générale est une chimère gauchiste, les travailleurs n'y sont pas prêts comme aux Antilles, là-bas la misère est plus grande, la situation y est marquée par la domination des anciens esclavagistes, il n'y a rien de comparable.

Il ne s'agirait en quelque sorte que d'un combat spécifique, anticolonialiste, à mille lieux des préoccupations des travailleurs de Métropole. Certes la misère est plus grande aux Antilles, les prix des produits, même de première nécessité, sont exorbitants, et quasiment 50 % des jeunes sont au chômage. Certes les békés y contrôlent une grande part de l'économie et font régner leur loi. La colère et la détermination des travailleurs antillais plongent leurs racines dans l'exploitation, le mépris ou le racisme dans lesquels ils sont tenus.

Mais la différence principale n'est pas là. Elle réside dans le fait que, notamment en Guadeloupe avec le LKP, s'est constitué le front unique des organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière, hormis le PS qui a tenté de jouer les bons offices pour calmer le jeu. C'est ce front unique constitué en défense des revendications qui a appelé à la grève générale, immédiatement suivie, portée,

IL FAUT UN AUTRE GOUVERNEMENT !

L'affrontement avec le gouvernement des capitalistes est inévitable. Les 90 000 chômeurs de plus, recensés pour le seul mois de janvier, montrent bien qu'il n'y a pas d'autre issue. La bourgeoisie française, pas plus que les autres, n'a une quelconque maîtrise du développement de la crise économique de tout le système capitaliste. Jour après jour, la réalité des faits vient contredire les plans, les discours, les prévisions.

Les laisser au pouvoir, c'est les laisser poursuivre une politique qui mène à la ruine, à la misère, à la régression dans tous les domaines. D'un côté, PS et PCF demandent poliment au gouvernement de bien vouloir changer de politique. De l'autre, les dirigeants syndicaux refusent de centraliser tous les combats de la classe ouvrière dans la grève générale pour chasser le gouvernement des capitalistes.

La solution, c'est de s'organiser pour submerger les

Les dirigeants syndicaux ont appelé à une nouvelle journée « de grèves et de manifestations » le 19 mars, une date la plus éloignée possible du 29 janvier, censée faire pression sur les discussions en cours avec le gouvernement et le MEDEF. Qu'est que cela veut dire, après la fin de non recevoir de Sarkozy le 5 février ? Qu'il faut recommencer le 29 janvier, et puis encore une autre journée d'action tous les deux mois ? Et qu'entre temps, aujourd'hui les enseignants-chercheurs et les étudiants, demain les hospitaliers etc. s'épuisent seuls dans des combats séparés ? Est-ce cela qui fait peur au gouvernement ou bien la crainte que toute la classe ouvrière et la jeunesse ne se rassemblent dans un seul mouvement pour toutes les revendications, dans la grève générale pour en finir avec Sarkozy et le gouvernement des capitalistes ?

encouragée, par l'écrasante majorité de la population.

« Nous avons rassemblé jusqu'à 100 000 personnes dans la rue, c'est 23 % de la population de la Guadeloupe ! Imaginez une mobilisation de 15 millions de personnes en Métropole ! » déclare Elie Domota, leader du LKP.

Tout cela est bien loin des « conditions d'un dialogue social comme cela existe partout ailleurs » vantées par L. Parisot et mises en œuvre sur toutes les « réformes » par le gouvernement avec la participation des dirigeants syndicaux ! La différence, c'est que la classe ouvrière et la jeunesse en Métropole doivent parvenir à submerger les obstacles mis par ses dirigeants syndicaux et politiques pour protéger le gouvernement alors qu'aux Antilles, ce sont les dirigeants qui ont appelé et organisé dans l'unité la grève générale ! L'organisation des travailleurs, des jeunes, des militants syndicaux dans des comités, des collectifs, l'unification et la centralisation de toutes ces initiatives qui se développent aujourd'hui pour imposer l'unité pour la grève générale, à partir de toutes les revendications, pour chasser Sarkozy et le gouvernement des capitalistes, est la clé du problème.

obstacles, pour imposer l'unité de toute la classe ouvrière, de ses organisations, dans un combat tous ensemble pour en finir avec le gouvernement.

Mais un autre gouvernement, s'il n'est pas prêt à rompre avec le maintien du profit privé et de la plus aberrante compétitivité, fera la même chose, quelle que soit l'étiquette affichée de ses dirigeants. En Allemagne, en Grande Bretagne, en Espagne, aux Etats-Unis, partout, c'est la même politique : d'un côté les milliards pour les banquiers, actionnaires et patrons, de l'autre un développement exponentiel du chômage et un recul effroyable pour les populations. Alors quel gouvernement peut décider la satisfaction de toutes les revendications en expropriant sans indemnités ni rachat les grands banquiers et les grandes entreprises qui contrôlent toute l'économie, en abrogeant toutes les lois et mesures réactionnaires ? Quel gouvernement peut empêcher la fuite des capitaux et relancer la production en répondant aux besoins

considérables des masses, tout en respectant l'environnement ? Quelle classe, quel gouvernement pourra résoudre les problèmes de la société ?

Au Havre, le 29 janvier, des manifestants avaient pour banderole : « *La crise, c'est eux, la solution, c'est nous* ». En Guadeloupe, les travailleurs ont constitué le LKP qui dirige la grève générale. Le LKP devrait postuler à la direction de la société guadeloupéenne, à la prise en main de son économie, à l'expropriation des békés au profit des masses guadeloupéennes.

Dans son combat pour affronter les capitalistes et leur gouvernement, les travailleurs seront amenés à constituer leurs propres organismes, tout à la fois intégrant et

contrôlant tout ou partie de certaines organisations ouvrières, politiques et syndicales, à centraliser ces organismes pour s'opposer au pouvoir de l'Etat bourgeois. C'est de la lutte elle-même pour ne pas accepter de payer la crise du capitalisme que surgiront les formes concrètes du futur gouvernement ouvrier. De ce point de vue, le LKP de Guadeloupe, même avec ses insuffisances, préfigure une situation qui peut se généraliser. Encore faut-il disposer dans ces combats d'une force capable d'exprimer ouvertement cet objectif, de rassembler et d'organiser toute la puissance de la classe ouvrière et de la jeunesse pour balayer et submerger tous les tenants du maintien du gouvernement capitaliste, de son ordre et de ses lois.

CONSTRUIRE UN PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

La crise du capitalisme s'accélère dans des proportions jusqu'alors inconnues. Tous les plans faramineux des gouvernements bourgeois sont incapables de juguler cette crise. Au contraire ils font naître de nouvelles impasses, des endettements encore plus colossaux et la banqueroute.

Mais pour se maintenir, ce système en faillite nous mène à la misère, à la destruction de tous les acquis sociaux, à la répression et à la réaction la plus noire. La bourgeoisie ne

peut plus se contenter de demi-mesures, et la classe ouvrière et la jeunesse ne peuvent plus se défendre en quémandant aux capitalistes des aumônes pour survivre tout en leur laissant les rênes. Une crise révolutionnaire va s'ouvrir dont l'issue dépend de la construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire. Le CCI(T) qui est un des éléments de cette construction, propose la discussion la plus ouverte sur ces questions.

GUADELOUPE, MARTINIQUE...METROPOLE : QUI A DIT QUE LA GREVE GENERALE N'ETAIT PAS POSSIBLE ?

GREVE GENERALE A LA GUADELOUPE ET A LA MARTINIQUE

Depuis le 20 janvier 2009, la Guadeloupe est paralysée par une puissante grève générale lancée par le collectif ouvrier Liyannaj Kont Pwofitasyon (LKP) ou *L'alliance contre l'exploitation outrancière*. L'appel des élus locaux – et en particulier ceux du Parti socialiste – lancé le 15 février à « *assouplir la grève générale en laissant ouvrir les commerces* » a été rejeté massivement par une très large majorité de la population. Les grévistes ont au contraire amplifié leur lutte et ont commencé à ériger de très nombreux barrages routiers.

Toute l'activité économique ainsi que les différents secteurs de l'île sont fortement touchés : secteur du BTP, secteur des transports, secteur industriel composé de petites entreprises (chaudronnerie, mécanique, automobile, ...), secteur agro-alimentaire, secteur touristique, secteur pétrolier (SARA filiale de TOTAL), secteur des grandes surfaces commerciales, port, aéroport, éducation nationale, fonction publique, etc... De nombreuses manifestations réunissant l'ensemble des travailleurs de la Guadeloupe et même au-delà, des artisans, des petits patrons, des paysans, des pêcheurs, des étudiants, des chômeurs...témoignent d'une situation pré-révolutionnaire sur cette île des caraïbes.

Le 25 janvier 2009, près de 25 000 personnes ont manifesté à Pointe à Pitre. Le 30 janvier 2009, la manifestation a franchi un nouveau cran en réunissant près de 65 000 personnes (sur 450 000 habitants) dans les rues du chef-lieu. Entre temps, la grève générale s'est étendue à l'île voisine de la Martinique¹ et « menace » désormais la Guyane et l'île de La Réunion² dans l'Océan Indien. Le 14 février 2009, près du quart de la population de la Guadeloupe, environ 100 000 personnes, a manifesté au Moule. Ce jour là, le leader du LKP, Elie Domota précisait :

*« Nous avons rassemblé jusqu'à 100 000 personnes dans la rue, c'est 23 % de la population de la Guadeloupe !
Imaginez une mobilisation de 15 millions de personnes en Métropole ! ».*

Chaque jour, depuis le 20 janvier, d'importants meetings syndicaux et politiques organisés par le LKP, réunissant des milliers de travailleurs, ont lieu à Pointe à Pitre devant le palais de la Mutualité, siège du LKP. Au-delà des faits et de l'analyse politique, cette grève générale est le meilleur démenti à tous ceux (et ils sont nombreux) qui, au sein des directions syndicales ou politiques du mouvement ouvrier français, nous répètent à longueur d'année qu'il leur est impossible de déclencher une

¹ La grève générale dure depuis une vingtaine de jours à la Martinique sous la direction du « Collectif du 05 février » qui est aussi un cadre de front unique ouvrier rassemblant les principaux syndicats de l'île et l'ensemble des forces politiques ouvrières.

² A la Réunion, une grève générale de 24h00 est prévue le 5 mars 2009. Elle sera organisée par le COSPAR (Collectif d'organisations syndicales, politique et associatives de la Réunion) qui est aussi un cadre de front unique regroupant l'ensemble des syndicats de l'île dont la CGTR et l'ensemble des forces politiques ouvrières dont le PCR.

grève générale³ ou de militer en ce sens sous les prétextes les plus variés : « les travailleurs ne suivraient pas », « la grève générale ne se décrète pas », « on n'appuie pas sur un bouton grève générale », « faisons d'abord converger les luttes, secteur par secteur... après on verra », « avant de lancer le mot d'ordre de grève générale, il faut amplifier les mouvements sociaux », « nous sommes des démocrates et ce mot d'ordre est insurrectionnel ».

Soit dit en passant, ces directions réformistes ne se gênent pas pour décréter ou suivre docilement de nombreuses journées d'actions carrées, coûteuses et inutiles pour les travailleurs (plus d'une vingtaine depuis 2003 !). Par ces combats non centralisés contre le gouvernement, les directions réformistes syndicales émettent à l'infini les manifestations, grèves et luttes sociales, secteur par secteur, catégorie par catégorie, entreprise par entreprise, territoire par territoire... avec les résultats désastreux que nous connaissons tous.

Ainsi, actuellement, la direction du SNEsup-FSU (principal syndicat de l'enseignement supérieur) et les autres syndicats de ce secteur invitent les enseignants-chercheurs, pour la défense légitime de leur statut, à combattre de façon isolée jusqu'à épuisement. Et pour tous ceux, comme les dirigeants du PS⁴ ou du PCF, qui, un mois après le déclenchement de la grève générale à la Guadeloupe, s'épanchent sur les ondes pour expliquer que la situation des DOM n'est pas transposable à la métropole sous le prétexte que c'est une situation propre aux « antillais », qui poseraient la question de leur « liberté », la plate-forme du LKP qui sert de base à la mobilisation et aux négociations directes avec le gouvernement apporte un sérieux démenti. Pour preuve les différents points suivants qui pourraient être repris dans le cadre d'un programme de type ouvrier en métropole :

- *Relèvement immédiat et conséquent d'au moins 200 euros, des bas salaires, des retraites et des minima sociaux afin de relancer le pouvoir d'achat, de soutenir la consommation des produits guadeloupéens et plus généralement la demande.*
- *Relèvement immédiat du Smic, des salaires du secteur privé, des traitements de la fonction publique, du minimum vieillesse, des minima sociaux.*
- *Salaires minimum guadeloupéen calculé sur le coût réel de la vie en Guadeloupe.*
- *Création d'un bureau d'études ouvrières, chargé de calculer l'évolution des prix des produits réellement consommés par les travailleurs.*
- *Réductions d'impôts fondées sur la justice fiscale.*
- *Baisse significative de toutes les taxes et marges sur les produits de première nécessité et sur les transports.*
- *Baisse des taux de la taxe sur les carburants.*
- *Suppression de la taxation des produits locaux.*
- *Transparence sur la fixation des prix de l'eau, des transports, des carburants, des loyers, du gaz, de l'électricité, des nouvelles technologies de l'information et de communication*
- *Contamination des terres par la chlrodécone : mesures sanitaires et indemnités des victimes.*

(La plate-forme complète est disponible sur http://ugtg.org/article_700.html)

UNE CRISE SOCIALE ET ECONOMIQUE QUI TOUCHE L'ENSEMBLE DE LA POPULATION

Les travailleurs guadeloupéens font face depuis plusieurs décennies à un véritable appauvrissement général, conséquence directe d'une exploitation capitaliste liée pour partie aux structures sociales établies dans le cadre des rapports coloniaux avec la métropole.

Ces dernières continuent à perdurer 60 ans après la départementalisation : très faible développement industriel de l'île au profit quasi exclusif de la filière touristique – et même depuis les années 80, forte désindustrialisation liée à la fermeture des usines de canne à sucre – montée en puissance des entreprises de distribution (les grandes surfaces) qui déversent des tonnes de marchandises importées (80 à 90 % des produits consommés sont importés de la métropole) au détriment des producteurs locaux, main mise d'une infime minorité de descendants d'esclavagistes sur l'économie de l'île : les békés.

Les plus jeunes dénoncent, à raison, les discriminations dont ils sont victimes sur un marché du travail saturé qui réserve les postes d'encadrement et les responsabilités aux métropolitains, dans le secteur privé comme dans les administrations publiques. Ainsi, le taux de chômage officiel, très largement sous estimé selon l'UGTG⁵, s'établit à 27 % de la population

³ « Un spectre hante la France. Au vrai, c'est plus qu'un spectre, c'est explicite, tout le monde en parle, les médias, les gens ordinaires, les partis politiques, tout le monde, sauf les dirigeants syndicaux nationaux : on n'a jamais autant parlé de grève générale qu'aujourd'hui. S'il en est question, c'est que l'on se dirige vers une crise du pouvoir et du régime. La grève générale pose la question du pouvoir. » (Vincent Présuney in Lettre de Liaison – Le Militant n°49, 17 février 2009)

⁴ Martine Aubry, principale dirigeante du PS dit sans ambages « *craindre une propagation des événements qui agitent les Antilles* » en métropole et qu' « *il faut tout faire pour que cela n'arrive pas* ». (Le Parisien du 13/02/09). Quant aux dirigeants du NPA, du PG, de LO et du PCF, la manifestation parisienne (le 16/02/09) de solidarité à la grève générale à la Guadeloupe a été éclairante. Besancenot, Mélenchon et Autain n'ont cessé d'avancer le facteur colonial qui est étranger à la mobilisation des travailleurs des DOM. Et les mots d'ordre de ces partis ont tourné à l'unisson sur le fait que « *Les Antillais nous montrent la voie pour les salaires et pour l'emploi!* ». Une véritable couverture des appareils syndicaux de métropole !... Rien, bien entendu, sur la grève générale illimitée en métropole pour chasser Sarkozy !

⁵ Dont la combativité rappelle la CGT-U des années 20 et 30. Ce syndicat ouvrier est la principale confédération de l'île (52 % des voix

active (avec des pointes à 60 % dans la jeunesse). L'île compte près de 60 000 allocataires du RMI, 20 % de la population vivent au-dessous du seuil de pauvreté...et des centaines de milliers de guadeloupéens s'expatrient en métropole pour trouver du travail.

En un mot, toute la population de l'île est concernée directement par la misère sociale. En outre, la violence de la crise du capitalisme que nous connaissons actuellement a fortement déstabilisé les maigres revenus des travailleurs antillais. L'inflation, renforcée par une politique des marges pratiquée par les grands groupes capitalistes des secteurs de la distribution adossés aux familles Békés, a rongé considérablement les revenus des travailleurs de l'île. A la faiblesse des salaires (largement inférieurs à ceux de la métropole à l'exception de ceux des fonctionnaires) s'ajoute la crise du logement, l'augmentation sans précédent des loyers, les prix prohibitifs des carburants pratiqués par la filiale de TOTAL, l'explosion du prix de la bonbonne de gaz, etc...

LE LKP, UN CADRE DE FRONT UNIQUE OUVRIER FACE A LA CRISE

Face à cette réalité sociale dramatique, la poussée des masses a obligé les dirigeants syndicaux et politiques du mouvement ouvrier guadeloupéen à s'unir. C'est en novembre 2008, que le principal syndicat ouvrier de la Guadeloupe, l'UGTG (l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe) a lancé un appel de type front unique à l'ensemble des syndicats ouvriers et paysans de l'île (CGTG, CTU, FO, UNSA, FSU, CFDT...), aux partis politiques ouvriers et progressistes (PCG, CO, Cercasol etc..) – à l'exception notable du PS qui dirige le conseil général et régional – ainsi qu'aux diverses associations de défense des travailleurs, de l'environnement, de consommateurs, de chômeurs, culturelles, etc...

Par delà sa composante ouvrière fortement liée à la lutte des classes (l'UGTG), cet appel a très rapidement englobé tous les syndicats insulaires (99,15 % des suffrages exprimés aux élections prud'homales), en particulier les dirigeants des syndicats ouvriers réformistes prompts précédemment aux négociations et au dialogue social sur le terrain exclusif du gouvernement et du patronat. L'appel, sous la poussée des masses, s'est rapidement transformé en Collectif ouvrier de lutte contre la vie chère qui n'est ni plus ni moins qu'un comité central de grève. C'est donc un cadre de Front Unique Ouvrier qui est apparu à la Guadeloupe dès novembre 2008. Le collectif a rapidement rédigé une plate-forme, véritable plan d'urgence avec certaines insuffisances néanmoins et même des points de co-gestion, étrangers aux revendications ouvrières. Cette plate-forme reprend 152 points environ sous dix grandes thématiques :

- Niveau et conditions de vie (salaires, augmentation de 200 euros, logements, environnement, transports)*
- Education*
- Formation professionnelle*
- Emploi (dont une partie pour l'interdiction des licenciements)*
- Droits syndicaux et libertés syndicales*
- Services publics (transparence sur la fixation des prix, eau, santé)*
- Production (volet agricole et volet pêche)*
- Aménagement du territoire et infrastructures*
- Culture*
- Arete Pwofitasyon*

Il est à noter que la question coloniale, ou indépendantiste, qui est régulièrement agitée par les tenants de l'ordre établi (dont Sarkozy lui-même) ou par les forces autonomistes, ou indépendantistes minoritaires en Guadeloupe est reléguée à l'arrière plan par cette plate-forme ouvrière.

Début janvier 2009, le LKP, pour faire appliquer sa plate-forme et prenant ses responsabilités de direction ouvrière conséquente, a lancé pour le 19-20 janvier un appel à la Grève Générale illimitée, avec le succès que l'on sait.

LES DIFFERENTS EVENEMENTS...ET LES MANŒUVRES EN REcul DE SARKOZY

Le gouvernement Sarkozy-Fillon a mis du temps à prendre en compte la gravité de la situation en Guadeloupe.

Dans un premier temps, il a tenté de manœuvrer de façon traditionnelle dans le cadre d'une négociation retransmise à la télévision (RFO) regroupant le patronat local, le LKP, les élus locaux et le préfet. Le représentant de l'Etat et le patronat ont dès le départ sous-estimé la puissance de cette grève générale et la détermination du comité de grève qui s'est constitué. Rapidement, le préfet, dépassé par les événements, a rendu son tablier en direct à la télévision devant des centaines de milliers de guadeloupéens médusés.

Il a transmis le dossier à Yves Jégo, secrétaire d'Etat à l'Outre mer. Ce dernier, sur instruction de Sarkozy et de Fillon, a décentralisé son ministère à Pointe à Pitre pour reprendre la négociation et tenter d'enrayer la grève. Or, non seulement la mobilisation n'a pas faibli mais elle a pris un caractère de déferlante. Le secrétaire d'état a tenté de tergiverser lors de la reprise des négociations, montrant au passage la crainte du gouvernement d'un embrasement aux travailleurs de métropole suite à la puissante journée d'action du 29 janvier. Mais peu à peu, le rapport de force aidant, il a cédé politiquement face à la

aux élections prud'homale de 2008). C'est la force dirigeante du LKP. Il a été fondé en 1973 par des militants ouvriers ayant vécu les grèves et la répression de 1967 et estimant avoir été trahis par les dirigeants syndicaux. Il est à noter que l'UGTG n'est pas liée à la CGT comme la CGTG guadeloupéenne.

détermination du Collectif LKP.

Toutes les revendications de la plate-forme du collectif ont fait dans un premier temps l'objet d'un pré-compromis que le secrétaire d'Etat a cosigné le 8 février. A partir de cet instant, le gouvernement, en la personne de François Fillon, a sifflé la fin de la partie. Il a, de ce fait, établi l'acte de décès de ce processus de négociation, rompant lui-même les négociations en rappelant son secrétaire d'état qui donnait d'inquiétants signes de faiblesse.

A Paris, Yves Jégo fut recadré par le chef du gouvernement avec un seul objectif : face à la puissance de la grève générale guadeloupéenne, ne rien céder sur le fond qui pourrait donner des idées aux travailleurs de métropole. A l'issue de cette réunion ministérielle de crise, qui s'est déroulée le 10 février à Paris, Fillon a expliqué et justifié cette rupture par un laconique et très jospinien :

« L'Etat ne saurait à l'évidence se substituer aux partenaires sociaux dans les responsabilités qui leur reviennent⁶ ».

Malgré ce nouveau virage dans la gestion de la grève générale guadeloupéenne, l'effolement a envahi l'ensemble de la classe politique de l'île qui, par l'intermédiaire du président (PS) du Conseil régional de Guadeloupe, reconnaît elle-même que les élus institutionnels sont face à une situation de type pré-révolutionnaire :

« C'est une crise politique, c'est une crise institutionnelle, et on est au bord de la sédition. » (Victorin Lurel, sur France Infos le 17 février 2009).

Le 19 janvier, nouveau changement de ligne : Nicolas Sarkozy en personne, a reçu l'ensemble des élus des DOM et a annoncé un plan d'urgence de 580 millions d'euros pour l'ensemble des DOM dont une prime de 200 euros. Il a aussi précisé qu'il se rendrait en Guadeloupe « dès le calme revenu » pour ouvrir une série d'Etats généraux, afin de débattre « des grands enjeux » dans chacune des collectivités ultra-marines, mais en proposant de le faire sur une durée de trois mois.

Ce faisant, il tente de revenir à la case départ, celle des négociations avec le LKP mais avec un sérieux temps de retard. Le gouvernement Sarkozy-Fillon semble courir dans tous les sens sans véritable stratégie.

En fait, pour la première fois, Sarkozy et son gouvernement sont contraints de manœuvrer en reculant fortement. Face à la détermination et à l'organisation des travailleurs de Guadeloupe – mais aussi de Martinique – en grève générale, ils viennent, le 26 février, de concéder d'importantes augmentations de salaires tout en essayant de limiter au maximum leur portée.

LE GOUVERNEMENT TENTE D'ISOLER LA GREVE GENERALE ET JOUE LE POURRISSMENT...SANS SUCCES

La grève générale qui a commencé à la Guadeloupe et s'est prolongée à la Martinique est un scénario de cauchemar pour le gouvernement français : il craint comme la peste la possible extension d'un tel mouvement aux autres DOM mais surtout à la métropole où la situation sociale rappelle par bien des aspects celle de la Guadeloupe.

En effet, en dépit de la différence de situation entre la France et les DOM, les mêmes causes produisent les mêmes effets : la politique en défense de la bourgeoisie française de Nicolas Sarkozy dans le cadre de la violente crise du capitalisme suscite le même rejet massif tant à Paris qu'à Pointe à Pitre. Et rien n'y fait ! même pas le sommet social où les dirigeants syndicaux de métropole se sont précipités le 18 février 2009 pour tenter d'enrayer le mouvement des masses.

C'est pour cette raison que les travailleurs de métropole suivent de façon très attentive, et avec un fort courant de sympathie et de solidarité, la grève générale aux Antilles et en particulier en Guadeloupe. Ainsi, selon un sondage IFOP réalisé par le quotidien régional Sud Ouest (15/02/09), 63 % des français estiment qu'un mouvement social du même type que celui qui se développe outre-mer pourrait également voir le jour. Près de 25 % de la population de métropole estime inévitable une situation de grève générale. Il convient de préciser que dans le cadre de ce sondage, l'anticipation d'un scénario antillais est plus forte chez les jeunes actifs (72 %) et dans les familles ouvrières (72 %). De même, près de 78 % de la population de la métropole trouvent justifié le mouvement social qui dure depuis plus d'un mois en Guadeloupe, selon un sondage BVA pour L'Express et France-Inter présenté mardi 24 février.

Le gouvernement fort inquiet de la tournure des événements en Guadeloupe a dépêché de très importants renforts de gardes mobiles (corps de gendarmerie spécialisé dans la répression et pouvant faire usage des famas à la différence des CRS) pour réprimer le cas échéant. Dans le même temps, le gouvernement parie sur un isolement de la grève générale, favorisé par l'attitude criminelle des dirigeants politiques et syndicaux du mouvement ouvrier français. Il parie aussi sur un pourrissement de la situation afin de pouvoir jouer au mieux sa carte de la répression.

D'ores et déjà, au bout d'un mois de grève générale, d'importantes émeutes impliquant des jeunes exaspérés ont eu lieu et se sont soldées par la mort, dans des conditions fort suspectes⁷, d'un délégué syndical de la CGTG membre de la direction du

⁶ La revendication d'une augmentation de 200 euros net des salaires, retraites et minima sociaux constitue le motif essentiel de rupture du gouvernement. Cette demande qui faisait figure de première mesure de la plate-forme du LKP avait été acceptée dans un premier temps par Yves Jégo et le patronat guadeloupéen. Le coût économique de cette mesure était chiffré à 128 millions d'euros, soit un coup relativement faible. Par contre le coût politique était beaucoup trop élevé pour la bourgeoisie française.... Mais le 26 février, le gouvernement concédait cette augmentation, ce qui est un recul important.

⁷ Jacques Bino, militant de la CGTG, du LKP et d'Akiyo est décédé dans la nuit du mardi 17 février : selon le 1^{er} communiqué du LKP édité après sa mort, il a été atteint non pas par une arme de gros calibre, mais par une arme de guerre. En outre, fonctionnaire des impôts, il travaillait depuis quelque temps sur un dossier mettant en cause des personnalités ayant des fortunes mal acquises ou non déclarées.

LKP. Cette solution, pourrissement-répression faisant suite à la faillite de la séquence de négociation, fait partie de l'arsenal de la bourgeoisie française pour tenter d'éradiquer cette grève et de protéger in fine les intérêts des capitalistes. Cette fuite en avant a déjà été choisie à plusieurs reprises dans le passé par la classe dirigeante française pour réprimer d'importantes grèves ouvrières en particulier en Guadeloupe. Ce fut le cas en 1952 et surtout en 1967 où 87 travailleurs guadeloupéens furent tués par la répression de l'Etat français.

Cependant, 2009 n'est pas 1967 : en 2009 la situation est différente ne serait-ce que par la puissance de la grève générale et l'existence d'une direction ouvrière combative mais en outre, le choix de la répression, compte tenu de la gravité de la crise du capitalisme et de la réalité des rapports entre les classes tant en métropole que dans les DOM, pourrait s'avérer être une grave erreur politique pour le gouvernement. Elle entraînerait de fait une forte radicalisation de la classe ouvrière et de la jeunesse en métropole.

En clair, actuellement, le gouvernement n'a pas les moyens de réprimer le mouvement social en Guadeloupe, ce qui peut expliquer le retour d'un nouveau cycle de négociation promu par Sarkozy le 19 février et les premiers reculs du 26 février.

LES PERSPECTIVES POLITIQUES EN GUADELOUPE...

Comme nous l'avons vu précédemment, suite aux annonces de Sarkozy du 19 février, le LKP a de nouveau entamé un cycle de négociation qui a abouti à un important accord salarial le 26 février entre lui-même, le gouvernement, les collectivités territoriales et une partie du patronat – à l'exception notable du MEDEF et de la CGPME qui ont refusé de parapher cet accord.

Cette signature marquera peut être la fin de la grève générale en Guadeloupe. En effet, même si le LKP n'a toujours pas levé son mot d'ordre de grève générale une suspension est à l'ordre du jour. C'est indéniablement une victoire économique pour la classe ouvrière et le prolétariat de cette île avec l'augmentation d'environ 200 euros de l'ensemble des bas salaires (ainsi que par la signature d'autres mesures contenues dans la plate-forme du LKP).

Ceci dit, nombre de travailleurs et de jeunes s'interrogent : certes les travailleurs de Guadeloupe ont gagné économiquement mais après plus d'un mois de grève générale ! Est-ce le prix à payer pour un résultat que les capitalistes vont s'empresser de rogner jour après jour par tous les moyens possibles ? Cette question reste tout entière. Alors certes, comme nous l'avons vu, le LKP n'est pas le parti révolutionnaire même s'il est allé très loin dans sa lutte⁸ en tant que direction ouvrière pour la défense des revendications contre l'Etat et le patronat.

En fait, au sein du LKP, un parti ouvrier révolutionnaire s'appuyant sur la force constituée par ce collectif aurait avancé des mots d'ordre de nature révolutionnaire comme l'occupation des usines, des centres commerciaux, des stations services, du port, de l'aéroport, des différentes entreprises de l'île, etc... comme la création de comités de grève locaux élus et révocables, seuls à même de commencer à gérer les besoins de la population – et même au-delà – comme l'expropriation sans indemnités de la filiale pétrolière de TOTAL, l'expropriation sans indemnités des békés au profit des masses guadeloupéennes, l'expropriation de la propriété foncière, le contrôle ouvrier direct des banques de l'île. Dans ce cadre là, l'ouverture des livres de compte des entreprises serait une nécessité tout comme l'affirmation du LKP à prendre le pouvoir contre les institutions politiques liées à la départementalisation de 1946.

...ET EN METROPOLE

De même, un parti révolutionnaire en métropole aurait mis au premier plan la nécessité du combat pour le front unique comme il a été réalisé en Guadeloupe et pour organiser la grève générale se fixant l'objectif de chasser Sarkozy et le gouvernement des capitalistes.

En effet, dans les DOM, la vie politique, comme les mouvements revendicatifs sont étroitement déterminés par les échéances, les mesures gouvernementales et les mobilisations dans la métropole. Dès lors, il est de la responsabilité des dirigeants des organisations du mouvement ouvrier français (syndicat et partis) de ne pas laisser les mouvements de grève générale guadeloupéens et martiniquais isolés. Il est de leur responsabilité de cesser toutes négociations avec le gouvernement sur ses plans et d'appeler sans délai à la grève générale illimitée⁹ pour chasser Sarkozy et son gouvernement en ouvrant la perspective d'un comité central de grève à l'image du LKP, pour le gouvernement ouvrier. Bien entendu, les dirigeants réformistes du mouvement ouvrier font tout le contraire et tentent par la voie de la « solidarité » nécessaire avec les travailleurs en lutte des DOM d'esquiver cette question centrale.

Mais par la constitution et l'existence même du LKP, par leur grève générale, les travailleurs de Guadeloupe ont montré la voie à tous les travailleurs de France.

Bruno MARIE-ROSE, 19-26 février 2009.

⁸ De fait, actuellement, quelques éléments de double pouvoir existe à la Guadeloupe comme la gestion des transports par le LKP, des marchés, de la sécurité publique, etc...

⁹ Pour tenter d'enrayer le mouvement des masses en métropole qui a explosé le 29 janvier 2009, les dirigeants syndicaux ont convoqué une nouvelle journée d'action, le 19 mars 2009 soit 2 mois après la précédente. Bien entendu, à l'instar de Martine Aubry, les Thibaut, Achieri, Mailly, Chèrequé and Co craignent une situation à la Guadeloupéenne et mettent tout en œuvre, en défense du gouvernement Sarkozy-Fillon, pour que cela n'arrive pas.

COMBATS ACTUELS POUR LA CENTRALISATION CONTRE LE GOUVERNEMENT SARKOZY, CONTRE LE DIALOGUE SOCIAL

Nous continuons ici à alimenter la rubrique consacrée aux divers combats, efforts, menés par les militants et travailleurs en vue de centraliser leurs combats contre le gouvernement et de se ressaisir de leurs organisations, en particulier syndicales.

Aujourd'hui, un éclairage particulier sur le Collectif « Tous Ensemble Rhône-Alpes » qui a manifesté derrière sa propre banderole le 29 janvier 2009. Près de 4 000 tracts ont été distribués à cette occasion. Le Collectif a aussi sorti son deuxième bulletin (le bulletin n° 1 après le bulletin n° 0). Il est composé de plusieurs articles de travailleurs de diverses entreprises et secteurs ainsi que d'étudiants (ANPE, La Poste, SNCF, Carrefour, Lycées, Universités, ENS, Hôpital public, etc...) qui témoignent de la volonté de centraliser les combats contre le gouvernement.

Nous vous proposons l'édito du bulletin, un article consacré à la SNCF ainsi que l'appel à un meeting interprofessionnel. Vous pouvez contacter le Collectif en allant sur la boîte mail : tousensemblelyon@yahoo.fr



La banderole du Collectif « TOUS ENSEMBLE » de Lyon lors de la manifestation du 29 janvier 2009

EDITORIAL DU BULLETIN « TOUS ENSEMBLE » N°1, JANVIER-FEVRIER 2009

Ampleur considérable. Du jamais vu depuis 36 !

Participation massive de toutes catégories de la population (public, privé, lycéens, étudiants) à Lyon, comme un peu partout dans le pays. Beaucoup d'humour dans les banderoles, mais toutes dirigées contre Voldemort et son gouvernement. Preuve qu'une contestation significative existe contre les mesures prises par ce gouvernement et les décisions prises à Bruxelles.

Les gens installés au pouvoir nous imposent des réformes contraires à la vie souhaitée par nos concitoyens et qui est possible. Jamais le peuple n'est consulté. Pire, ils n'entendent pas l'appel de la rue. Avant et après le 29, ils restent campés dans leur position pour toujours plus de réformes, plus de privatisation, moins d'Etat, plus de libéralisme et de capitalisme. L'argent public au service du privé et des actionnaires, et le peuple n'a qu'à crever. Voldemort ne changera pas de cap, il l'a dit avant et après le 29.

Les leaders syndicaux doivent refuser l'invitation qui leur est faite de discuter de l'application des « réformes ». Les syndicats doivent entendre l'appel de la population et les rejeter en bloc. Des combats existent aujourd'hui, mais morcelés ; les combats menés seuls ne produisent pas leur effet. Il faut se battre tous ensemble. Il faut une unité contre ce rouleau compresseur. Les salariés de toutes catégories sont prêts à se battre, serrons nous les coudes.

Unité pour la grève générale !

Contre Sarkozy et le gouvernement des patrons !

La situation actuelle à la SNCF (article du bulletin n°1 du Collectif « Tous Ensemble »)

Comme dans toutes les entreprises publiques, Francetélécom, La Poste, EDF/GDF, le gouvernement poursuit son œuvre de démantèlement, de filialisation et de privatisation à la découpe avant l'ouverture à la concurrence : le rentable au privé, le non rentable au public (dès le 1^{er} janvier 2010, des TGV Air-France, Virgin et Veolia rouleront sur les lignes...)

Car c'est bien du modèle de France-Télécom (qui a été un véritable laboratoire du démantèlement des entreprises publiques) dont s'inspire le gouvernement, comme le prouve la présence de l'ex-PDG de FT à la réunion des cadres de la SNCF, organisée par la direction de l'entreprise pour la présentation du projet industriel "ambition 2012". C'est donc aujourd'hui la grande mission des technocrates et des chevaliers d'industrie du secteur public et privé (qui eux savent faire converger leurs efforts pour obtenir satisfaction) : dépecer l'entreprise publique.

Les travailleurs de la SNCF ont montré largement, en 1986, en 1995, en 2003, en 2007 et à bien d'autres occasions leur combativité. Mais leurs combats sont actuellement **dilués, dispersés par les directions des organisations syndicales**, quelles qu'elles soient. Il ne se passe pas un jour sans qu'une organisation n'appelle à un mouvement, à une grève sectorielle, par catégorie, par service. Dans la même gare, le même établissement, voire le même bureau, les travailleurs du Rhône de telle catégorie peuvent-être appelés à la grève alors que leurs collègues ne peuvent même pas se joindre à leur mouvement, faute de préavis les concernant...

Parfois, l'action de lutte d'une même catégorie de personnel et pour les mêmes revendications est carrément diluée par territoire, comme la bagarre récente des conducteurs contre les surcharges de travail dues aux horaires d'hiver, avec des succès dans certains dépôts (Saint Lazard, Nice...) et de lourds échecs dans d'autres (Lyon, Marseille)... Cela doit être cela que les dirigeants syndicaux appellent « *les petites rivières qui font les grands fleuves* » (Didier Lereste).

En fait, même s'ils intègrent dans leurs discours l'attaque générale menée contre l'entreprise SNCF par ce gouvernement, **leur stratégie isole, use, démobilise et démotive les travailleurs.**

Car ils savent bien que seule une riposte globale, centralisée, d'ensemble avec tous les travailleurs contre ce gouvernement et sa politique peut offrir une victoire aux travailleurs de la SNCF, toutes catégories confondues.

Qu'ils ne nous disent pas que la grève générale, qu'un mouvement centralisé n'est pas possible, car la grève générale de la Guadeloupe nous montre le contraire ! Les travailleurs de la SNCF, comme les autres travailleurs, ont besoin d'une victoire globale et collective et non de défaites successives !

(M)

* * *

SOMMAIRE

- Editorial : L'affrontement est inévitable..... p. 2
- Guadeloupe, Martinique, France... Qui a dit que la grève générale n'était pas possible ?..... p. 4
- Combats actuels pour la centralisation contre le gouvernement Sarkozy, contre le dialogue social p. 9
- Italie : les masses à la recherche d'instruments pour affronter le gouvernement Berlusconi p. 12
- Développements de la crise actuelle p. 15
- Hommage à notre camarade Enjin SAJIN p. 20
- Janvier 1919 : Rosa LUXEMBOURG et Karl LIEBKNECHT assassinés par la social-démocratie allemande p. 21
- Qui sommes-nous ? p. 30

Ce n'est pas aux travailleurs et à la jeunesse de payer la crise !

Aujourd'hui, partout en France, la situation des travailleurs se dégrade rapidement.

- 90.200 chômeurs supplémentaires pour le seul mois de janvier.
- Les usines ferment ou licencient.
- Les travailleurs précaires sont partout en ligne de mire.

Il est donc plus que temps de construire un véritable rapport de force pour obtenir une véritable interdiction des licenciements par une action unie.

On sait bien, qu'aujourd'hui, la fonction publique n'est plus épargnée par l'offensive multiforme menée contre l'ensemble des travailleurs.

- 30 000 suppressions de postes dans la Fonction Publique d'Etat pour 2009 annoncées en septembre
- 13 500 suppressions dans le seul secteur de l'éducation nationale

Sur cette question aussi il est temps de réaliser l'unité du public et du privé pour obtenir le rétablissement de tous les postes supprimés depuis ces dernières années.

→ Alors que les prix des produits de consommation ont énormément augmenté et continuent de le faire, les salaires restent bloqués, voire souvent diminuent.

Plutôt que d'attendre après les discours ronflants de Sarkozy et consorts, la seule solution pour accéder à une augmentation du pouvoir d'achat ne saurait être qu'une action de masse puissante et organiser contre le gouvernement et le patronat.

→ A côté de cette situation, le gouvernement, lui ne reste pas inactif. Il est même débordant d'activité : la seule « solution » qu'il propose à la crise, c'est le démantèlement systématique :

- du code du travail,
- des conventions collectives,
- de la sécurité sociale,
- de la retraite,
- des allocations chômage,
- de l'éducation nationale,
- des hôpitaux,
- etc.

...à travers un faisceau de réformes qui ne répond qu'à un objectif : accroître au détriment du plus grand nombre le taux de profit des capitalistes.

Nous ne pouvons pas laisser passer la liquidation de l'ensemble de nos droits. Il faut réagir et nous mobiliser jusqu'à l'abrogation complète de ce plan d'ensemble.

**IL FAUT L'UNITE POUR LA GREVE GENERALE, POUR VAINCRE LE
GOUVERNEMENT ET SA POLITIQUE AU SERVICE DES CAPITALISTES !
... COMMENT Y PARVENIR ?**

GRAND MEETING INTERPROFESSIONNEL

mercredi 11 mars à 19h

Université Lyon 2, 4 bis rue de l'Université (Tram T1 : Rue de l'Université)

Amphithéâtre Jean Baptiste Say

ITALIE : LES MASSES A LA RECHERCHE D'INSTRUMENTS POUR AFFRONTER LE GOUVERNEMENT BERLUSCONI

Les élections des 13 et 14 avril 2008 qui ont vu la victoire de la coalition archi-réactionnaire formée par l'homme d'affaire plus que véreux Silvio Berlusconi, le fasciste en costume trois-pièces Gianfranco Fini et le démagogue régionaliste Umberto Bossi avaient semé un certain désarroi parmi les électeurs des partis de gauche.

La création toute nouvelle du PD, parti entièrement bourgeois édifié sur les cendres des DS Démocrates Socialistes, eux-mêmes issus de la dégénérescence du stalinisme italien, sous la direction de l'ex-maire de Rome Walter Veltroni, avait suscité de fallacieux espoirs qui ont été immédiatement déçus.

Quant au Partito di Rifondazione Comunista (PRC), flanc gauche de la coalition bourgeoise menée par le démocrate chrétien Romano Prodi, sa compromission avec la participation militaire de l'impérialisme italien aux croisades de Bush, l'avait privé de toute représentation parlementaire et précipité dans une crise d'identité qui se prolonge encore en ce début d'année 2009, avec la scission de l'aile droite du Parti menée par Nichi Vendola.

Pourtant, en dépit des sombres prédictions des thuriféraires de la gauche institutionnelle qui se plaisent à couvrir leurs propres capitulations en glosant sur le virage à droite inéluctable de l'opinion, l'automne 2008 a été plus que chaud et a démenti tous les prophètes intéressés d'une capitulation sans combat et sans condition.

Dès son entrée en fonction le gouvernement Berlusconi faisait en effet voter une loi prévoyant 36 milliards d'euros d'économie sur les dépenses publiques, dont notamment 8 milliards concernant l'école publique (restrictions budgétaires qui venaient s'ajouter aux 4 milliards d'économies prévus par le précédent gouvernement de

centre-gauche et qui avait déjà suscité la protestation véhémement des universitaires).

A cette politique de pénurie venait s'ajouter une cascade de mesures réactionnaires prévoyant notamment des plans de réforme du droit du travail, visant à réglementer le droit de grève, le ministre du Travail, de la santé et des politiques sociales Maurizio Sacconi (ex-député du PS passé au parti de Berlusconi, Forza Italia) prétendant contraindre les syndicats à organiser des consultations parmi les salariés avant même d'entreprendre une quelconque action revendicative.

Par ailleurs, à la suite de quelques faits divers savamment montés en épingle par les médias aux ordres et relayés par les membres de la classe politique (y compris certains élus locaux de la gauche), un climat d'hystérie anti-roms et anti-immigrés en général se développait dans tout le pays, débouchant même dans certains quartiers de villes italiennes sur de véritables ratonnades de la part de milices organisées par des groupes fascistes et racistes auxquelles la politique gouvernementale et la veulerie de la gauche institutionnelle semblent faire pousser des ailes.

Pour couronner le tout, Berlusconi, grâce à une habile campagne de presse, avait réussi à faire croire qu'il avait résolu, avec ses petits bras, la très grave crise des ordures ménagères de Naples. Celles-ci avaient constitué un scandale de grande ampleur, empoisonnant non seulement les nappes phréatiques et la nourriture des habitants de la Campanie, mais aussi les derniers mois du gouvernement de centre-gauche touché par le discrédit des dirigeants régionaux, effectivement impliqués jusqu'au cou dans cette nauséabonde affaire, comme le Président de la Région Antonio Bassolino (ex-représentant de l'aile «ouvriériste» de l'ex-PCI !)

LA COMBATIVITE DES MASSES S'EXPRIME EN DEPIT DE LA DECOMPOSITION DES APPAREILS BUREAUCRATIQUES

Mais contrairement à toutes ces prévisions, l'automne italien s'est révélé plus mouvementé que ne le prévoyaient certains.

C'est tout d'abord la réforme de la ministre de l'Education Maria Stella Gelmini qui a suscité la levée en masse des lycéens, étudiants et professeurs, du primaire à l'Université.

Par une série de décrets, promulgués au mois d'août 2008, le projet de la ministre vise en effet à faire un pas de géant dans la voie de la privatisation du système d'enseignement avec des conséquences dramatiques en matière de réduction de crédits, de postes, de précarisation de la fonction enseignante et du personnel technique d'encadrement.

Allant encore plus loin que le gouvernement Sarkozy, qui vise à ne pas remplacer un poste de fonctionnaire sur deux partant à la retraite, la Valérie Pécresse italienne se propose en effet de limiter le renouvellement du corps des universitaires à 20 %, c'est-à-dire de ne prévoir qu'un recrutement pour cinq départs à la retraite.

Selon les prévisions scrupuleusement basées sur les dispositions de la loi de finances dite Loi 133, ce sont près

de 8 milliards d'euros d'économie qui devraient être ainsi réalisés dans les trois années à venir, menaçant l'emploi de près de 85 000 enseignants condamnés à la précarité.

Cette incroyable casse systématique du service public d'enseignement s'accompagne de toute une série de mesures ultra-réactionnaires comme l'obligation pour les élèves du primaire et du secondaire de porter des tabliers, la réintroduction d'un système de notation au dixième de point dont toutes les études scientifiques sérieuses ont démontré le caractère fallacieux, l'inclusion dans les bulletins scolaires d'une note de conduite, et, plus grave encore, l'instauration d'un véritable apartheid scolaire qui prévoit la création de «classes d'adaptation» pour les élèves issus de l'immigration.

La réaction des jeunes et des enseignants à cette agression a été impressionnante et de nombreuses manifestations extrêmement fournies ainsi que des occupations d'établissements scolaires et universitaires ont été organisées pendant tout l'automne dans les principales villes d'Italie, avec des épisodes de violence policière et de provocations fascistes qui montrent jusqu'à quel point ce

régime aux abois est capable d'aller dans sa défense bec et ongles d'un système pourrissant, entraînant le pays dans la régression et la barbarie.

L'ancien Président de la République Francesco Cossiga (élu au premier tour lors des élections de 1985 grâce aux voix des parlementaires de l'ex-PCI !), un connaisseur en matière de complots, de tentations putschistes et autres coups tordus, est même allé, dans une déclaration publique au journal Il Quotidiano (23 octobre 2008), jusqu'à conseiller à ses successeurs aux affaires d'utiliser les « bonnes » vieilles méthodes auxquelles il avait eu recours lors de ces nombreux mandats ministériels durant les « années de plomb » (1970-1980) : infiltrer des agents provocateurs dans les manifestations, cogner, envoyer à l'hôpital lycéens, étudiants ainsi que les enseignants qui les incitent à la révolte (sic !).

Malheureusement, malgré le haut niveau de politisation qu'il exprimait (les AG résonnant souvent de slogans exprimant la volonté de chasser Berlusconi), ce mouvement a été condamné à l'isolement, à la fois par le gauchisme inconséquent des directions locales qui ont empêché, sous prétexte d'indépendance et de souveraineté des AG, la convergence avec le mouvement des travailleurs, mais surtout par le ralliement scandaleux de la direction de la CGL à une politique de compromis et de concertation avec le gouvernement. Ralliement qui entraine tout à fait dans la stratégie de collaboration de classes du PD, rendu encore plus conciliant par sa récente débâcle électorale.

Deux exemples sont emblématiques à cet égard. Alors même que certaines dispositions de la ministre rencontraient quelques oppositions dans son propre camp, elle a reçu deux soutiens de poids : celui de l'actuel Président de la République Giorgio Napolitano (ancien dirigeant de l'aile la plus « euro-communiste » du PCI) qui a justifié les économies prévues par la contre-réforme par la nécessité de ne pas s'en tenir frileusement au statu-quo et celui de Luigi Berlinguer (le propre frère de l'ex-secrétaire général de l'ex-PCI), ancien titulaire du portefeuille de l'Éducation qui en rajoute lui aussi sur la nécessité d'« adapter » le système scolaire aux exigences de l'Union européenne et des exigences de la crise du capitalisme.

Mais la lutte des étudiants et des enseignants n'a pas été la seule à avoir marqué les derniers mois, puisque sous l'effet de la crise systémique qui touche bien évidemment aussi l'Italie, des mouvements sociaux importants se sont produits durant la même période et se prolongent jusqu'en ce début d'année 2009. Le 13 février dernier, le pays a été secoué par une vague de grèves et de manifestations très puissantes (1 300 000 manifestants à l'échelle nationale, dont 700 000 à Rome).

Avec une dette publique qui atteint 106 % du PIB, la bourgeoisie italienne, comme ses consœurs du monde entier, n'a d'autre choix que de s'attaquer de plus en plus brutalement au niveau de vie des travailleurs, provoquant une hausse sans précédent de la pauvreté (le pourcentage des familles dont le revenu ne suffit plus à couvrir les dépenses est passé de 14,6 à 15,4 %). Le Ministre de la Fonction publique Renato Brunetta a ainsi fait adopter tout

LE DANGER DE PLUS EN PLUS PRESENT DU CLERICALO-FASCISME

Le début de l'année a été également marqué par ce qu'on a appelé l'affaire Eluana Englaro, une jeune femme plongée dans un climat végétatif suite à un accident de la route

un arsenal de mesures aboutissant à une réduction en valeur absolue des salaires (non-paiement des trois premiers jours de congé-maladie, non-renouvellement et non-embauche des travailleurs précaires, suppression de primes etc.).

En juin 2008, la principale entreprise dans le secteur vital des télécommunications, la Telecom, annonçait par une simple déclaration au quotidien britannique « The Financial Times » le licenciement de 5 000 employés.

La grève générale, lancée par les syndicats de base le 17 octobre, a constitué une première réaction d'une vigueur inattendue à cette politique, exprimant une claire détermination à ne pas payer la crise des capitalistes et des spéculateurs.

Dans le même temps, les employés de la compagnie aérienne Alitalia, se trouvent confrontés à la perspective des 10 000 licenciements prévus par la transformation de la compagnie aérienne nationale en CAI (Compagnia Aerea Italiana), nouvelle structure créée sur mesure par l'entrepreneur capitaliste Roberto Colanino (par ailleurs député du Parti démocrate et impliqué, quoique blanchi, dans plusieurs banqueroutes financières).

Malgré les directions syndicales, qui n'avaient prévu qu'un plan de résistance étalé sur six mois avec des journées d'action isolées dont l'inefficacité n'est plus à démontrer, les travailleurs de l'entreprise se sont organisés en un Comité de grève et de lutte qui s'est prononcé sans ambages pour la nationalisation de l'entreprise et pour le blocage du trafic aérien.

Malgré les menaces, de répression, de licenciements, de rétorsions diverses sur les salaires et les pensions allant jusqu'à la tentative de criminalisation des grévistes auprès de l'opinion public (comparable à ce que le gouvernement Sarkozy a fait contre la grève SNCF de la Gare Saint-Lazare), la plate-forme d'action avancée par des camarades du PCL (Partito Comunista dei Lavoratori), une organisation se réclamant du trotskysme, fut votée à l'unanimité par 2 000 travailleurs du principal aéroport romain de Fiumicino.

Mais là encore, d'une part l'électoratisme à courte vue des organisations soi-disant communistes comme le PRC de Paolo Ferrero (ministre de la Solidarité sociale dans le second gouvernement Prodi) ou le PdCI (Partito dei Comunisti Italiani) d'Oliviero Diliberto (ancien ministre de la justice du gouvernement D'Alema de 1998 à 1999) qui n'ont d'autres perspectives qu'un replâtrage de leur alliance électoraliste sans principe (qui a été pourtant à l'origine du retour de Berlusconi au pouvoir) et d'autre part le suivisme sans clair débouché politique des militants du SU en Italie (Sinistra critica), n'ont pas permis à cette lutte d'aboutir. Il est donc prévisible que les travailleurs de ce secteur comme des autres devront renouveler et intensifier leur volonté unitaire d'organisation et de résistance à la politique de Berlusconi, non seulement pour préserver leurs acquis mais pour aller vers un gouvernement qui les représente vraiment, qui rompe avec le capitalisme et aille vers l'instauration du socialisme.

depuis plus de 17 ans et dont les parents désiraient tout naturellement qu'elle cesse d'être maintenue en vie artificiellement.

Ce fait divers a révélé non seulement aux yeux de l'opinion italienne, mais à ceux du monde entier, une spécificité bien fâcheuse de la situation particulière de l'Italie : le rôle tout à fait exorbitant et inquiétant que joue le Vatican dans la manipulation des sentiments et préjugés religieux de la population de la péninsule et sur lequel nos intellectuels stipendiés, si prompts à dénoncer le cléricalisme islamique, gardent un silence complice.

Le groupe dirigeant au pouvoir, largement infiltré par un courant ultra-conservateur et intégriste, a joué un rôle particulièrement odieux en cette circonstance, Berlusconi s'érigeant même, de façon inconstitutionnelle, comme l'a fait remarquer G. Napolitano, contre une décision de la cour d'Appel de Milan prise en juillet 2008 à la demande des parents de la jeune femme et autorisant à arrêter l'alimentation artificielle d'Eluana, pour demander que les soins soient repris et parlant, comme les prélats de l'Eglise, d'assassinat lors du décès.

Cette intrusion des autorités étatiques dans une affaire relevant strictement du domaine privé, ne doit bien sûr rien au hasard ni aux prétendues préoccupations éthiques de personnages qui ont montré en nombre d'occasions combien ils sont disposés à faire litière des principes les plus élémentaires de la moral. Elle fait partie d'une offensive délibérée visant à spéculer sur les conceptions les plus arriérées afin de mettre au pas toute la société et de pouvoir ainsi perpétuer le règne de la prévarication et de l'injustice sociales, lesquelles sont le moyen naturel de survie de tous ces politiciens et du système inique qu'ils ont pour tâche de maintenir en vie aux dépens de toute la société.

C'est dans cette perspective qu'il faut envisager la politique raciste et de plus en plus violente appliquée envers les travailleurs immigrés dont la gestion a été emblématiquement confiée au ministre de la défense néo-fasciste Ignazio Benito (oui, vous avez bien lu, tel est bien le « doux » second prénom dont a été affublé ce

EN ITALIE, COMME AILLEURS, LA QUESTION QUI EST POSEE EST CELLE DE LA CREATION D'UN PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

Les organisations et regroupements qui ont prétendu représenter une alternative crédible au berlusconisme sont entrés, après leur défaite électorale, dans un cycle de crises et de scissions. Cela traduit l'impasse totale à laquelle les politiques électoralistes, réformistes qu'elles ont menées depuis des décennies les ont conduits.

Le Parti Démocrate de W. Veltroni, qui avaient été présenté comme une nouveauté riche d'avenir, après avoir essuyé une nouvelle défaite aux élections régionales de Sardaigne devant le candidat de Berlusconi, a été contraint de changer de dirigeant et a vu le remplacement de Veltroni par le démocrate-chrétien Dario Franceschini.

Transformé désormais en parti bourgeois qui cherche des compromis avec la majorité berlusconienne de Forza Italia, il ne peut évidemment offrir aucune perspective de lutte aux travailleurs.

Le PRC qui, on l'a vu, a lui aussi changé de direction au dernier Congrès et qui a connu de plus une scission sur sa

personnage) La Russa qui, non content d'avoir célébré au mois de septembre dernier les fascistes restés fidèles à Mussolini après sa destitution par le maréchal Badoglio en 1943 (ceux qu'on appelle les « républicains » de la bien nommée République de Salò), vient de publier un décret légitimant les milices de « citoyens » chargés de faire régner la terreur dans les quartiers immigrés, sous prétexte de défense de la sécurité. Une initiative que son collègue de l'Intérieur Roberto Maroni (dirigeant de la Ligue du Nord, parti régionaliste et xénophobe, et ancien militant dans sa jeunesse de l'organisation d'extrême-gauche « Democrazia proletaria ») a non seulement approuvé, mais qu'il a décidé de faire encadrer et équiper par les forces de la police nationale.

Dans ce climat délétère plusieurs actes criminels ont été commis contre des travailleurs et des jeunes issus de l'immigration : le 16 février quatre roumains ont été attaqués et très sérieusement blessés par une bande de 20 nervis ; à Nettuno, près de Rome, c'est un travailleur indien de 35 ans qui a été attaqué par trois voyous qui ont tenté de le faire brûler vif.

Le mouvement ouvrier dans son ensemble doit prendre en charge la défense des travailleurs immigrés en butte au racisme de l'Etat et des bandes fascistes, car il est de plus en plus évident que c'est contre la classe ouvrière dans son ensemble que sont dirigées ces tentatives d'intimidation.

La présence des néo-fascistes à des postes clef de l'appareil d'Etat et des collectivités locales (Gianfranco Fini, le leader d'Alleanza Nazionale est en effet Président de la Chambre des députés et donc second personnage en ordre hiérarchique de l'Etat, le nouveau maire de Rome, où se commettent tant de délits et crimes à caractère raciste, Gianni Alemanno ne cache pas ses sympathies pour le fascisme) a dans ce sens de quoi inquiéter et doit faire réagir les principales organisations se réclamant de la classe ouvrière.

droite, reste paralysé par son expérience gouvernementale dont il est incapable de tirer un véritable bilan critique, restant ainsi enfermé dans une logique d'aménagement du système capitaliste et d'illusions sur la possibilité de le moraliser ou d'en atténuer les effets.

La rapidité avec laquelle ces organisations qui avaient pignon sur rue et qui prétendaient représenter les espoirs de changement, s'usent et perdent de plus en plus de crédit auprès des masses et des jeunes en voie de radicalisation, sont, à notre avis, un clair indice que c'est la perspective de la constitution d'un Parti ouvrier révolutionnaire qu'il faut maintenant proposer aux travailleurs italiens, un parti qui renoue avec les traditions de combativité et d'internationalisme de la classe ouvrière italienne pour chasser Berlusconi et mettre en place un gouvernement des travailleurs luttant clairement pour l'objectif d'une société socialiste.

B. RIENZI, février 2009.

DEVELOPPEMENTS DE LA CRISE ACTUELLE

TOUS RECONNAISSENT QU'IL Y A CRISE ECONOMIQUE, POUR MIEUX CHARGER LES TRAVAILLEURS DE LA TÂCHE DE SAUVER LE CAPITALISME

Nos experts économistes se tortillent depuis des mois. Tout d'abord pour nier toute crise, ensuite la minimiser, ou encore la qualifier de « financière » pour en limiter l'origine dans les actes de banquiers peu moraux et enfin en prévoir la fin très proche.

L'objectif, conscient ou inconscient, est d'écarter du système lui-même tout doute, tout regard analytique, les spécialistes du genre étant d'ailleurs les économistes du PCF. Dans leur revue *Economie et politique*³, ils multiplient et combinent les tentatives de brouillage et les « solutions » pour que le capitalisme puisse sortir de sa crise et poursuivre sa domination sur le monde.

Un exercice amusant consisterait sans doute à enfilet les positions de girouette et les âneries de tous ces messieurs-dames depuis des lustres, car cela permettrait d'établir la qualité de leur « science » bourgeoise et de leurs discours pro-capitalistes. Malheureusement le temps nous manque pour cela et nous préférons avancer dans la compréhension des développements actuels en employant les méthodes de la science économique marxiste.

Il ne faut pas négliger néanmoins ces discours en défense du capital car ils servent à détourner les masses de la nécessité de détruire ce système et proposent une orientation claire : utiliser, grignoter l'Etat actuel, réclamer son « retour » pour compenser la crise qui ne serait qu'un dégât collatéral du capitalisme (sur l'air de : quelques mois de désagréments pour tant d'années de bonheur !).

En conséquence, pour toutes les forces politiques qui veulent être les représentants des travailleurs auprès du maître actuel, qui ne veulent pas que les masses dirigent et contrôlent elles-mêmes l'économie, car elles y perdraient leur rôle et leurs places douillettes, il s'agirait de mettre l'Etat actuel au service de la population, des capitalistes comme des travailleurs, d'œuvrer pour un bon capitalisme.

LES CAUSES PROFONDES DE LA CRISE GENERALE ACTUELLE

Nous avons montré dans les articles précédents de CPFC comment les fondements de la crise actuelle sont à rechercher dans :

a. Le fonctionnement même du mode de production capitaliste.

Sans revenir sur les bases économiques du marxisme, nous pouvons rapidement redire que la production capitaliste est à la fois vouée au monopole et anarchique et qu'elle mène, par la concurrence acharnée, chaque secteur économique, chaque branche de la production à la production maximale au moindre coût, constituant par le fait des entités toujours plus monstrueuses, aux capacités de production démesurées, tout en réduisant le nombre de travailleurs nécessaires pour produire une quantité de marchandises identique.

En période de croissance de la production, l'affectation des travailleurs exclus d'une production à de nouvelles productions, grâce à de nouvelles technologies, masque le phénomène et ceci, tant que la croissance de la production est maintenue à un niveau suffisant et offre des emplois nouveaux en plus grand nombre que ceux qui sont détruits. Les travailleurs enlevés d'un côté sont employés de l'autre,

Comme si l'Etat n'était pas l'expression la plus élevée de la domination de la classe bourgeoise.

Vieille position réformiste inventée par la social-démocratie naissante à la fin du XIX^{ème} siècle, par laquelle il s'agit ni de détruire l'Etat bourgeois, ni de centraliser les travailleurs contre leur propre bourgeoisie mais de postuler à la gestion des affaires de la bourgeoisie, au compte de la bourgeoisie, de tout faire pour que l'économie nationale se modernise, se redresse face à celles des autres pays capitalistes, de prendre place dans l'appareil d'Etat. Tout en quémandant auprès des patrons qu'ils soient les plus humains possibles et qu'ils « entendent » la colère qui monte et qui risque de les emporter dans une révolution. « *Ne soyez pas trop durs, maitres !* ».

³ <http://www.economie-politique.org/index.html>. Le numéro de novembre décembre 2008 de cette revue est un monument en défense et pour la rénovation du capitalisme que nous conseillons à nos lecteurs de consulter. On y trouve toute la panoplie : mystification sur le contenu réel de la crise qui serait uniquement financière « *Une crise financière sans précédent depuis 1929* », le soutien au capitalisme par les plans de relance jusqu'au « *Pour la relance de la formation, De la formation pour la relance* » cheval de bataille de Boccard et de la CFDT qui défendent la réadaptation continue des travailleurs aux évolutions techniques voulues par la concurrence inter capitaliste. On y trouvera en particulier toute l'argumentation qui a servi de base aux états-majors syndicaux pour réclamer la transformation des situations de chômage rémunéré en période de formation. Ils épousent totalement, sans honte, sans vergogne, les attaques du patronat contre la formation initiale – fondement des classifications et des garanties de salaires – présentant la formation initiale différée comme un droit des travailleurs, alors qu'elle n'est que la suppression de la formation initiale : « *la formation initiale différée instaure une coopération entre le salarié, l'entreprise et l'Etat qui préfigure, à sa manière, le système à mettre en place* », comment l'écrire mieux ?

moyennant des reclassements et des formations, sous réserve de leur capacité d'adaptation. Ce phénomène est accéléré par les possibilités d'investissement énormes dégagées par le système de crédit, par les banques qui engrangent tous les capitaux issus à tout moment du cycle de production et de vente et les réinvestissent dans de nouvelles productions.

C'est d'ailleurs en se réinvestissant continuellement dans l'appareil productif que la « sphère financière » - condamnée pourtant unanimement par les gouvernements actuels pour son isolement - génère des capacités de production encore plus grandes, avec encore moins d'ouvriers.

La concurrence et l'investissement couteux de la phase antérieure ayant réduit le profit pour chaque unité de marchandise vendue au strict minimum (l'exemple des téléphones portables est parfait), l'investissement générateur de productivité est à nouveau nécessaire dans chaque

branche pour augmenter la production (rétablir le profit total par la masse de marchandises produites) avec autant ou moins de salariés.

Il faut sans arrêt produire plus massivement quitte à saturer les marchés, constituer les premiers le monopole maître de la production. Là est la source de cette accélération continue de la nouveauté technologique qui remplace de plus en plus rapidement les produits pourtant récents (informatique, téléphonie, multimédia, etc.) générant une saturation périodique qui ne peut être combattue que par la course à une autre saturation, ailleurs, sur une autre production, avec d'autres ouvriers.

Et cela, ce n'est pas la faute en soi de la « finance » mais celle du capital.

La crise actuelle ne ralentit pas le processus de constitution de monopoles, au contraire, comme le montre la seule solution que propose Sarkozy et son gouvernement aux PME françaises : grossir.

« En France, OSEO a reçu de l'État la mission de soutenir l'innovation et la croissance des PME, et de contribuer à l'émergence d'entreprises de plus grande taille, qui demeurent encore trop rares dans notre pays. » François Drouin Président Directeur général d'OSEO dans son le Rapport OSEO 2008 sur l'évolution des PME ⁴

b. Une crise de surproduction relative sans aucun précédent.

Inéluctablement, malgré tous les dispositifs mis en place pour ralentir, enrayer et résoudre les crises de surproduction, et en particulier, les dispositifs financiers (organismes mondiaux de crédits comme le FMI, intervention des Etats etc.), les saturations spécifiques conduisent à la crise dans telle ou telle branche (par exemple restructuration de la sidérurgie française et allemande dans les années du lendemain de la deuxième guerre mondiale jusqu'aux années 1980), dans tel ou tel pays.

Après la période de reconstruction de l'après-guerre (les trente glorieuses) où le capital massivement détruit s'est reconstitué, et après la brève extension des marchés ouverte par la réintégration des pays ayant échappé au capitalisme (URSS, pays de l'Est, chine), ces phénomènes se sont amplifiés. L'intervalle entre deux crises s'est réduit, les groupes de pays touchés sont devenus plus importants. Nous avons assisté au remplacement des crises économiques nationales (mexicaine 1994) en crise de régions entières du globe (crise asiatique 1997) pour arriver à des crises mondiales (crise internet 2000-2001).

Nous n'entrons pas dans le détail ici des caractéristiques de ces crises (financières, économiques générales etc.), mais il serait sans doute nécessaire de s'y attarder plus que nous le faisons, en particulier en ce qui concerne l'éclatement de la bulle Internet. Le développement d'Internet et d'une manière générale de tous les outils informatiques pendant cette période a été un levier considérable pour le capital en générant :

- ⇒ un profit énorme dans une branche très rapidement mondialisée ;
- ⇒ l'information économique instantanée sur l'ensemble du globe ;

⇒ une accélération de la circulation du capital, réduisant à pratiquement zéro tous ses temps d'immobilisation non productifs (les paiements, et opérations boursières ou de banques deviennent presque instantanés) ;

⇒ la suppression de millions d'emplois de sténodactylographes, secrétaires et de commis au recueil et au calcul de statistiques simples de production dont les tâches sont aujourd'hui intégrées dans le travail des autres professions par le biais de logiciels.

Cette période de développement accéléré a été la source même de la crise suivante du système, empêtré dans ses propres contradictions. D'un côté la course au développement illimité, de l'autre l'expulsion de millions d'ouvriers de la production, réduisant d'autant la capacité générale de consommation. D'un côté le nécessaire élargissement de la production et de la consommation à l'échelle mondiale, de l'autre le maintien de la propriété privée des moyens de production garante de l'enrichissement individuel de quelques centaines de milliers de capitalistes regroupés autour de leur état national qui leur assure la stabilité et les protège de leur prolétariat et de la concurrence internationale.

Aujourd'hui ces contradictions, cette anarchie économique aboutissent à une saturation générale des marchés. Surproduction relative, car bien entendu il n'y a pas surproduction de biens par rapport aux besoins immenses de la population, mais surproduction par rapport à la capacité d'achat de ces biens. Surproduction sans précédent, justement en raison des moyens déployés par le capital à partir de la deuxième guerre mondiale pour éviter ces crises.

A l'inverse de leur réaction après la crise de 1929 (les nations capitalistes riches se tournant alors vers le protectionnisme) celles-ci ont accepté de se soumettre (en partie) à la domination de l'impérialisme américain après 1945, ont décidé de marcher (dans certaines limites) de concert dans leur domination du monde. De là, la création d'organismes internationaux divers pour assurer la stabilité nécessaire au capital (FMI, OMC, ONU etc...)

Tout cela a été efficace pour empêcher que les crises nationales ou régionales (Asie, Amérique latine..) ne s'étendent à l'ensemble de la planète, pour imposer de l'extérieur à chaque pays des règles en faveur du capital (Union Européenne, FMI en Argentine etc.). Et cela a marché tant que les capacités de production, les forces productives à l'échelle mondiale n'avaient pas atteint un niveau tel quelles soient devenues incompatibles avec le maintien général du capitalisme engoncé dans ses contradictions et ses frontières nationales, pour lui indépensables.

C'est donc à un autre niveau que la crise généralisée du capitalisme se présente aujourd'hui, à la fois issue des mêmes sources que la crise de 1929, et à la fois complètement nouvelle par ses dimensions, par l'alliance réalisée par les nations capitalistes riches pour essayer de surmonter – à leur profit exclusif – leurs contradictions et par le degré général d'intégration de l'économie mondiale auquel cette démarche a conduit.

c. Son éclatement dans la sphère financière qui exprime non la santé du capitalisme, mais l'épuisement de toutes ses possibilités de développement.

A l'inverse de ce que diffusent les discours ambiants, l'éclatement de la crise dans la sphère financière sous sa forme massive actuelle est l'expression de l'incapacité du capital à s'investir dans l'appareil productif, en raison même de la saturation des capacités de production mondiales. Nous

en avons suffisamment parlé dans nos articles antérieurs pour ne pas nous étendre sur ce point.

⁴ Rapport consultable sur <http://www.oseo.fr/>

LES DEVELOPPEMENTS DE LA CRISE ACTUELLE.

Cette crise s'est développée sur le modèle décrit par Marx de la crise généralisée d'un pays, tout en ayant comme cadre l'ensemble de la planète, ce qui l'inscrit dans la période de l'impérialisme, stade indépassable du capitalisme.

A - Possibilité des crises générales

Marx parle à plusieurs reprises des crises, surtout pour démontrer la possibilité des crises générales de surproduction, possibilité niée par les économistes de l'époque qui acceptaient la possibilité d'une saturation en capital mais pas en marchandises.

Ils défendaient alors la position suivante : « *Comment pourrait-il y avoir surproduction de marchandises alors qu'il y a tellement de besoins non couverts, de pauvres.* » Tout simplement « *parce que les pauvres ne peuvent acheter les marchandises* », répondait en gros Marx, l'augmentation de la productivité ayant expulsé de la production des centaines de milliers de travailleurs pour

maintenir le taux de profit. Et Marx de préciser :

*« La crise peut se produire : 1° lors de la reconversion de l'argent en capital productif ; 2° par suite de changements dans la valeur des éléments du capital productif, notamment de la matière première, par exemple lorsque la récolte de coton ayant baissé, sa valeur augmente.. »*⁵

⁵ Chapitre Les crises in Matériaux pour l'Economie, Œuvres Economie Tome II Editions La Pléiade Page 480.

B - Engorgement du marché

Après l'emballage (relatif) des années 2004-2007, nous avons affaire actuellement à une crise du premier type : la saturation générale en capital et en marchandises empêchent la reconversion, à la même allure que précédemment, de l'argent en capital productif, en production. Un type de crise dont Marx n'avait aucun exemple à son époque s'étendant à toute l'économie capitaliste mondiale.

Mais le fait même que le capital se trouve ainsi empêché de manière généralisée de s'investir dans la production de marchandises à l'allure même où il est dégagé par le cycle précédent de production (l'« économie réelle » de nos actuels économistes) a induit un report des investissements sur d'autres secteurs, nourrissant une spéculation importante sur les matières premières, « dérangeant » les équilibres de la production sur l'ancienne échelle, obligeant les capitalistes producteurs à dépenser plus pour les matières premières et moins pour le travail afin de maintenir le profit à son niveau antérieur. Cette hausse, qui a été causée par la saturation en capitaux plus que par le manque de matières premières⁶, a été clairement visible, véritable signe annonciateur de la crise à venir.

Avec le ralentissement de la production, les capitaux se sont ensuite retirés de ces marchés, les faisant plonger, comme le décrit un article de la revue Investir :

« Loin d'être une exception, les hauts et les bas d'ArcelorMittal en Bourse reflètent l'exubérance générale qui a dominé la plupart des marchés de matières premières, l'or et le pétrole en tête. Une

telle volatilité s'explique, certes, par la présence encore très active de fonds spéculatifs jusqu'en milieu d'année, suivie d'une désaffection soudaine, mais surtout par le coup de frein beaucoup plus fort qu'attendu de la demande des pays émergents et notamment de la Chine. Tous les grands métaux utilisés dans l'industrie et négociés au London Metal Exchange (LME), comme le cuivre ou l'aluminium, ont ainsi amorcé à partir de juillet une correction sévère qui s'est accélérée à l'automne avant de s'infléchir en toute fin d'année...

*[...] Avec un synchronisme déroutant, de nombreux produits agricoles ont eux aussi atteint des prix record en 2008 avant de brusquement corriger. C'est le cas notamment des céréales, comme le blé ou le maïs, et des oléagineux, comme le colza ou le soja. »*⁷

⁶ L'exemple du riz est exemplaire. Les récoltes mondiales sont depuis plusieurs années des récoltes record, alors que le prix du riz augmentait jusqu'à provoquer des famines artificielles par l'achat à l'avance des récoltes par des financiers avisés. Idem pour la spéculation sur le pétrole, sur les métaux (en particulier l'acier le cuivre etc...)

⁷ Bilan 2008 (4) – De l'euphorie à l'abattement, les marchés de matières premières ont connu tous les états en une seule année, article lisible sur <http://www.investir.fr>

C - La crise du crédit. En fait une crise de paiement généralisée.

La crise dont nous connaissons aujourd'hui les développements a commencé par l'éclatement de la bulle du crédit immobilier aux USA. Au-delà de ses origines, décrites par ailleurs, il faut en repérer l'importance et les conséquences.

A la différence d'autres crises financières antérieures plus ou moins éloignées des nations capitalistes avancées (Amérique latine, Asie), c'est au cœur même du capitalisme, de l'impérialisme le plus important que celle-ci a mûri. Ce sont des centaines, des milliers de dollars (1 000 milliards

pour les USA) qui ont disparu et continuent de disparaître dans la tourmente :

- faute de capacités de remboursement des ménages américains déjà lourdement surendettés ;
- par la rupture brusque de la spirale ascendante d'enchérissement artificiel des prix de l'immobilier, arrivée à un niveau où aucun joueur ne pouvait plus miser, les derniers emprunteurs ne pouvant revendre avec bénéfice leur achat.

Le voile brusquement déchiré, la crise réelle est apparue dans toute sa nudité, remontant tout d'abord la chaîne du crédit à l'envers. Marx explique parfaitement ce phénomène :

« En période de crise, la demande de capital de prêt, donc le taux d'intérêt atteint son maximum : le taux de profit - donc la demande de capital industriel - s'est pour ainsi dire évanoui. Dans ces moments chacun emprunte uniquement en vue de payer, pour liquider des engagements déjà contractés. En revanche, quand les affaires reprennent après la crise, il y a demande de capital de prêt en vue d'acheter et de convertir le capital monétaire en capital productif ou commercial ; la demande est alors faite soit par le capitaliste industriel, soit par le commerçant. Le capitaliste industriel l'investit en moyens de production et en force de travail. » Le Capital Livre III, cinquième section⁶⁸

Nous sommes dans cette période, où, après les taux d'intérêt bas, l'argent « facile » de l'euphorie, les taux d'intérêt remontent vigoureusement malgré les injections massives de milliers de milliards de dollars par les banques nationales et les états bourgeois.

Pour éviter la rupture de la chaîne du crédit, les cessations de paiement (banqueroute) des établissements bancaires qui auraient entraîné la cessation de paiement des entreprises

CONSEQUENCES

a. La question du crédit, primordiale au stade de domination du capital financier :

1°) La spirale de crédit s'interrompt. Il faut payer ses dettes. Etant donné que la même somme d'argent fonctionne pour toute une série de transactions et d'obligations réciproques, il se produit une insolvabilité non pas sur un seul point, mais sur plusieurs, d'où crise. L'insolvabilité des ménages américains engagés dans les subprimes est devenue l'insolvabilité des banques américaines et l'insolvabilité des autres établissements bancaires ayant acheté des titres intégrant ces emprunts.

Les établissements bancaires ont exigé le paiement à terme de leurs emprunteurs et ont retiré brutalement leurs capitaux (exemple des pays de l'Est) pour payer leurs dettes.

2°) Les dettes ne sont pas encore apurées. Le temps d'apurement est proportionnel au volume de ces dettes, à l'intégration des sphères financière et industrielle. Les dettes des établissements financiers et des entreprises arrivant à terme à des échéances diverses, les difficultés de paiement ne se sont pas encore toutes révélées, ce qui explique l'intervention répétée des Etats jusqu'à aujourd'hui et les accords dérogatoires sur les délais de paiements mis en place dans certaines branches de la production.

emprunteuses (elles le sont toutes), les institutions bourgeoises ont repris les dettes à leur charge en libérant l'emprunt public auprès... des financiers privés, emprunt qui sera remboursé par le travail à venir de millions d'ouvriers.

Fuite en avant qui ne règle rien mais recule la dislocation totale du marché mondial.

Ces opérations de sauvetage sont-elles suffisantes ? Il faut pour cela que la richesse, les réserves de l'Etat sauveur soient supérieures ou égales aux besoins de financement. Pour l'instant, les vieux pays impérialistes ont amassé un tel pactole que cela tient encore, ce qui n'est absolument pas le cas d'autres pays : l'Irlande a dû de toute urgence faire appel au FMI pour éviter la banqueroute, ainsi que la Hongrie.

C'est aujourd'hui le tour des pays de l'Est dont les exportations sont étroitement dépendantes de marchés européens tombés en plein marasme. Les Echos des 27 et 28 janvier attirent l'attention du lecteur sur cette question par une page entière intitulée « **Les pays de l'Est, menacés de banqueroute, craignent l'égoïsme européen** » et de préciser :

« Et pour cause : la détresse économique de l'Europe centrale et orientale devient chaque jour plus palpable. Dans ce contexte, une réaction de repli de l'Europe occidentale pourrait être fatale aux anciens pays communistes. Et, par ricochet, c'est toute l'économie du Vieux continent qui serait menacée ».

Le château de cartes continue à s'écrouler sans qu'aucun économiste ou gouvernement bourgeois n'ait une solution à proposer.

⁸ Le Capital III, cinquième section Œuvres Economie Tome II Editions La Pléiade p 1228.

3°) L'argent manque dans la chaîne des paiements exigés par tous les maillons défailants. Le crédit devient plus rare, plus cher, en conséquence le profit réalisé par les producteurs sur la base d'emprunts diminue.

Les banques nationales ont beau réduire le taux auxquelles elles prêtent aux banques, le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers augmente, le coût de l'argent renchérit. Les capitalistes producteurs doivent réduire le poste « salaires », ce qui entraîne une baisse des capacités de consommation.

4°) En conséquence, l'expansion de la production par l'investissement/crédit ralentit. La crise alimente la crise. Cet aspect caché du crédit est particulièrement important, car c'est lui qui a alimenté la phase d'expansion antérieure. Un producteur qui investit un million sur ses fonds propres et un million qu'il emprunte, double son profit. Après avoir remboursé le capital emprunté ainsi que ses intérêts, la plus-value qu'il aura fait dégager par le travail de ces salariés lui revient.

L'argent rare et cher est un coup porté à ce processus de démultiplication du capital.

5°) Baisse généralisée **du taux** du profit par marchandise produite, provoquée par l'augmentation relative du poids du capital fixe. Baisse provoquée

également par l'instabilité des prix des matières premières. Les marchandises produites avec des prix de matières premières chères entrent en concurrence avec celles produites avec des matières premières qui ont baissé. Les achats et les ventes se bloquent mutuellement

6°) Baisse généralisée de la production, entraînant le chômage partiel ou total de millions de travailleurs.

7°) Baisse de la production de consommation, mais pas de son prix de vente, le profit global devant être réalisé sur une moindre quantité. Spéculation portant sur les biens de consommation primaires, en particulier les produits agricoles, comme l'écrit cyniquement une certaine I. Mouilleseaux :

« Il y a quelques mois de cela, tout le monde n'avait qu'une idée en tête : acheter des matières premières. Mais depuis l'automne, chacun prend ses jambes à son cou et c'est à celui qui partira le plus vite en courant. Plus personne ne veut s'y intéresser... à l'exception des initiés. C'est une erreur... à éviter [...] »

Ne jetez pas le bébé avec l'eau du bain !

Une classe d'actifs cependant est relativement décorrélée des aléas de la crise économique que nous subissons : les matières agricoles, et notamment les grains. Même par temps de crise, on ne peut tout de même pas s'arrêter de manger du blé, du maïs, du soja ou du riz... Ce sont des besoins primaires, comme boire ou respirer. Isabelle Mouilleseaux vendredi 16 janvier 2009 (<http://www.edito-matieres-premieres.fr>).

C'est ainsi que 60 millions de consommateurs peut écrire le 20 février 2009 sur son site <http://www.60millions-mag.com> :

« Après la flambée enregistrée l'an dernier, les prix ont-ils retrouvé des niveaux plus sages ? Pas vraiment, affirme 60 millions de consommateurs dans son numéro de mars 2009. Sur 1 430 produits de grande consommation étudiés, près de la moitié ont encore augmenté entre août 2008 et janvier 2009 »

b. La dislocation du marché **mondial**, l'installation dans la durée d'une récession s'auto-entretenant. Malgré les discours et protestations de bonne foi des états bourgeois, ce sont bien des dispositifs protectionnistes qui commencent à se mettre en place, la forte intégration économique exerçant des tensions insupportables sur les maillons les plus faibles.

c. Les interventions des Etats bourgeois, leur sens :

⇒ L'intervention massive des banques nationales et des Etats pour empêcher la faillite immédiate des établissements financiers et en conséquence de l'ensemble du système financier mondial a comme conséquence que la destruction du capital surabondant, obsolète, employé dans des secteurs de production devenus moins rentables n'a pas lieu comme dans les crises précédentes. Le redémarrage du processus de la production sur des bases nouvelles, dépouillée de ses poids morts en est ralenti.

⇒ Le taux de profit et le profit global diminuant pendant la crise, tout effort pour soutenir la consommation ne peut se faire que sur la base de l'accroissement des déficits, déficits qui ne sont que la consommation

prévisionnelle du travail futur des travailleurs et qui devront être réduits et soldés un jour ou l'autre (par l'augmentation de l'impôt, la réduction des allocations, des charges de l'Etat, du périmètre des services publics, etc....)

⇒ Le profit qui ne se réalise plus par l'extension de la production (reproduction élargie) doit se réaliser encore plus qu'ailleurs par la compression du capital variable (les salaires et le nombre de travailleurs) ; ce qui entraîne les conséquences décrites plus haut : le capital est l'obstacle à son propre développement.

⇒ Protéger ses banques, ses capitalistes, par des mesures financières nationales et par le maintien de la stabilité économique, sociale et politique nécessaires au bon fonctionnement du capital. Les milliards engagés par chacun des Etats, les plans de relance ont un caractère étroitement national qui n'aura échappé à personne. De la même manière l'ordre social doit être assuré pour permettre de travailler en gagnant moins, objectif parfaitement intégré par les dirigeants des centrales syndicales inféodés au système, protégeant dans chaque pays le pouvoir d'Etat et le gouvernement en place..

d. La question de l'Etat.

La crise actuelle, les coups de chapeaux répétés des uns et des autres au « grand retour » de l'Etat montrent parfaitement que les marchés ne peuvent s'autoréguler. Mais l'intervention, la plus massive soit-elle, des Etats bourgeois ne peut pas plus empêcher les économies capitalistes de progresser inexorablement vers la crise.

Les réponses apportées au tout début de cette crise généralisée montrent le caractère purement national de ces dispositifs qui préfigurent la désagrégation à venir. Déjà la Grèce envisage sa sortie de l'Euro pour résoudre le problème de sa dette abyssale qui s'en trouverait réduite de moitié. L'Euro, dont l'avantage – considérable pour le capital – résidait dans une monnaie forte et stable, au prix de contraintes de déficit importantes (moins de 3 % du PIB) et qui permettait d'imputer les difficultés économiques d'un pays au prolétariat et de lui imposer attaques sur attaques sous prétexte du maintien de l'Union Européenne.

Dans la période de crise généralisée qui s'ouvre, les inconvénients de l'Euro, par exemple la fin du libre jeu de la concurrence des économies nationales par la possibilité de faire des déficits et donc la possibilité de laisser les monnaies s'apprécier mutuellement (comme actuellement cela se passe avec le dollar et la livre), vont se révéler de plus en plus crûment. La mort programmée de certaines industries ne pourra être combattue que par des aides directes – alimentées par les déficits publics – en contradiction avec les discours et les programmations actuelles.

C'est l'Etat bourgeois qui va bien entendu porter toutes ces actions et toutes ces contradictions.

Et c'est l'Etat bourgeois que protègent aujourd'hui et vont protéger toutes les forces pro-capitalistes de droite comme de « gauche ».

En France, la forme que va prendre cette protection va être multiple. Il y a d'abord la reconnaissance de la légitimité du gouvernement actuel, qui doit aller au terme de son mandat,

l'attention des masses étant détournée de cet objectif par les hochets des étapes électorales : européennes puis régionales... Il y ensuite la tentative de porter le débat sur la décentralisation des pouvoirs, des enjeux, lieux où tout ce petit monde (du PS au NPA) se propose de « représenter » les masses en défendant l'économie de la région, voire du bassin d'emploi, contre les territoires voisins, tentant d'instaurer des territoires où le capital local serait aidé

(programmes de l'UMP, du PS et du PC) par la région, en échange du développement des emplois locaux.

L'objectif étant de lier le sort des travailleurs et du capital, de l'enfermer dans chaque territoire, de l'éloigner de l'objectif national, global. Voilà la sauce que vont nous offrir ces astucieux cuisiniers pour faire passer le pain amer de la crise.

IL N'Y A QU'UNE SOLUTION

A l'inverse de toutes ces forces, il est nécessaire d'envisager en premier la situation économique à l'échelle mondiale. La crise du capitalisme est mondiale.

A l'inverse de toutes ces forces, il est nécessaire de comprendre que le pouvoir politique du capital est national, concentré dans l'appareil d'Etat national, dans chaque gouvernement national. La politique qui doit être menée contre la crise, en défense des travailleurs et de la population ne peut être envisagée qu'au niveau national.

En réponse à la domination du capital financier, une seule solution : **l'expropriation des banques privées et l'étatisation du système de crédit**. La forme même de la crise actuelle rend immédiatement appréhendable la vieille revendication inscrite dans le Programme de Transition de L.Trotsky :

« L'impérialisme signifie la domination du capital financier. A côté des consortiums et des trusts, et souvent au-dessus d'eux, les banques concentrent dans leurs mains le commandement réel de l'économie. Dans leur structure, les banques reflètent, sous une forme concentrée, toute la structure du capitalisme contemporain : elles combinent les tendances du monopole aux tendances de l'anarchie. Elles organisent des miracles de technique, des entreprises gigantesques, des trusts puissants; et elles organisent aussi la vie chère, les crises et le chômage. Impossible de faire un seul pas sérieux dans la lutte contre le despotisme des monopoles et l'anarchie capitaliste, qui se complètent l'un l'autre dans leur œuvre de destruction, si on laisse les leviers de commande des banques dans les mains des rapaces capitalistes.

Afin de réaliser un système unique d'investissement et de crédit, selon un plan rationnel qui corresponde aux intérêts du peuple tout entier, il faut fusionner toutes les banques dans une institution nationale unique. Seules, l'expropriation des banques privées

et la concentration de tout le système de crédit entre les mains de l'État mettront à la disposition de celui-ci les moyens nécessaires réels, c'est-à-dire matériels et non pas seulement fictifs et bureaucratiques, pour la planification économique.

*L'expropriation des banques ne signifie en aucun cas l'expropriation des petits dépôts bancaires. Au contraire : pour les petits déposants, la **BANQUE D'ÉTAT UNIQUE** pourra créer des conditions plus favorables que dans les banques privées. De la même façon, seule, la banque d'État pourra établir pour les fermiers, les artisans et les petits commerçants des conditions de crédit privilégiées, c'est-à-dire à bon marché. Néanmoins, plus important encore est le fait que toute l'économie, avant toute l'industrie lourde et les transports, dirigée par un état-major financier unique, servira les intérêts vitaux des ouvriers et de tous les autres travailleurs.*

Cependant, l'ÉTATISATION DES BANQUES ne donnera ces résultats favorables que si le pouvoir d'État lui-même passe entièrement des mains des exploités aux mains des travailleurs. »

Au-delà, ce sont tous les secteurs de l'économie qui doivent faire l'objet d'un contrôle par les travailleurs et de leurs organisations et ce contrôle exige l'ouverture des comptes et le contrôle total de la circulation des capitaux à l'échelle **nationale**.

Et immédiatement c'est la répartition du travail et du revenu disponible qui doit être organisée pour combattre la ruine et la misère de centaines de milliers de ménages qui se profile.

La Guadeloupe le montre : avec le collectif LKP constitué par les travailleurs et leurs organisations faisant le siège des patrons réfractaires, seuls les travailleurs organisés pour cela peuvent imposer leurs revendications. Et pour imposer nos revendications de manière durable et réorganiser la société, il nous faut notre gouvernement.

Victor MAURICE, le 20 février 2009.

HOMMAGE A NOTRE CAMARADE ENGIN SAJIN

Le 11 Janvier dernier, des camarades d'Initiative Marxiste qui revenaient de la manifestation de commémoration de l'assassinat de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht ont vu leur véhicule se renverser entraînant la mort de notre camarade Engin Sajin et blessant trois autres militants.

Le CCI(T) tient à apporter son soutien et son amitié à la famille du camarade décédé ainsi qu'aux camarades blessés et à l'organisation Initiative Marxiste.

Janvier 1919 : insurrection spartakiste à Berlin

ROSA LUXEMBOURG ET KARL LIEBKNECHT ASSASSINES PAR LA SOCIAL-DEMOCRATIE ALLEMANDE

Lorsque la révolution prolétarienne éclate à Berlin le 9 novembre 1918, la classe ouvrière allemande a déjà derrière elle une longue tradition de lutte depuis la révolution de 1848.

Du point de vue de la lutte du prolétariat allemand pour se doter d'un parti ouvrier révolutionnaire et afin de cerner au plus près les rapports entre le mouvement des masses et le développement de la conscience révolutionnaire, il faut d'abord revenir aux sources, c'est-à-dire à Marx lui-même.

L'une des causes de la défaite de la révolution de 1848 fut la couardise de la bourgeoisie allemande qui, effrayée par l'irruption du jeune prolétariat sur la scène politique, devait livrer ce dernier aux coups de la réaction, renonçant à sa tâche historique d'unifier la nation allemande.

Au début des années 1850, Marx, alors proscrit et réfugié en Angleterre, écrivait à Engels :

« Aujourd'hui, le parti, c'est toi et moi. »¹⁰

Cette situation ne devait pas s'éterniser. Le parti allemand allait renaître dès 1863, sous l'impulsion de Ferdinand Lassalle (1825-1864), agitateur passionné et idéaliste qui fondait « l'Association générale des ouvriers allemands » sur des bases erronées quoique se réclamant du Manifeste du parti communiste de 1848.¹¹

A la lecture du programme des lassalliens, il n'est pas surprenant que l'association ait sombré dans l'opportunisme et le chauvinisme, en conséquence du « socialisme national » de Lassalle.

Alors que la classe ouvrière commençait à se détourner des lassalliens, deux dirigeants ouvriers de grand prestige, August Bebel et Wilhelm Liebknecht, réunissaient à Eisenach, en août 1869, le congrès de fondation du « Parti social-démocrate d'Allemagne » sur des bases qui se voulaient marxistes. Les statuts du parti s'inspiraient de ceux de l'Association Internationale des Travailleurs, fondée en 1864 par Marx et Engels. Malgré la déconfiture des lassalliens, la volonté d'unité politique était si grande dans le mouvement ouvrier que les deux organisations se prononcèrent pour la fusion au congrès de Gotha (mai 1875).

Toutefois, le projet de programme du nouveau parti unifié était un mélange de lassallisme et de conceptions petites-bourgeoises, ce qui contraignit Marx à prendre la plume pour en faire une critique définitive.

Il s'agit des fameuses Gloses marginales au programme du Parti ouvrier allemand.¹²

Le congrès de Gotha ignore les remarques de Marx. Et, du fait de la proclamation, en 1878, de la « loi contre les socialistes » par Bismarck, il ne pouvait plus être question d'une révision du programme adopté à Gotha trois ans plus tôt.

Mais vue l'influence grandissante que prenait le parti ouvrier, la bourgeoisie allemande trouva préférable, pour préserver sa domination de classe, d'abolir la loi scélérate de 1878. Dès lors, la nécessité d'un nouveau programme pour le parti ouvrier fut mise à l'ordre du jour de la Conférence de Halle (octobre 1890).

Engels saisit l'occasion pour publier les Gloses marginales de Marx, lesquelles furent énergiquement désapprouvées par le groupe parlementaire du parti ainsi que par un grand nombre de dirigeants, infectés par l'opportunisme et ne concevant la lutte politique que dans l'arène des assemblées tolérées par la démocratie bourgeoise.

Enfin, le congrès d'Erfurt (octobre 1891) dotait le parti ouvrier d'un nouveau programme qui comportait lui-même de graves défauts. Engels, appuyé par Bebel et Kautsky (à l'époque éminent théoricien marxiste formé par Engels lui-même), pesa de

¹⁰ Marx ne pouvait plus compter sur la Ligue des Communistes qui avait sombré corps et biens lors de la défaite. Lire Fin de la Ligue des Communistes et Révélation sur le procès des Communistes à Cologne in Œuvres de Karl Marx, Ed. Gallimard – La pléiade, Tome IV.

¹¹ Le « Programme des Travailleurs » adopté au congrès lassallien de Leipzig en mai 1863 tient en quelques phrases : « *Sous le nom d'Association générale des ouvriers allemands, les soussignés fondent, dans les Etats confédérés allemands, une association qui, partant de la conviction que, seul, le suffrage universel égal et direct peut assurer une représentation convenable des intérêts sociaux de la classe laborieuse allemande, ainsi que l'élimination des antagonismes de classe, poursuit le but d'agir par la voie pacifique et légale, et particulièrement en gagnant à elle l'opinion publique, pour l'établissement du suffrage universel égal et direct.* » Toutes les illusions véhiculées dans l'avenir par le parlementarisme sont contenues dans ce texte « fondateur ». Néanmoins, Marx reconnaissait à Lassalle le mérite d'avoir réveillé les ouvriers allemands de quinze ans de sommeil.

On trouvera le texte complet des programmes adoptés par les quatre congrès de Leipzig (1863), Eisenach (1891), Gotha (1875) et Erfurt (1891), dans Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt de Marx et Engels, Editions Sociales.

¹² Publiées par Engels avec des extraits de la correspondance de ce dernier sur ces questions capitales pour les marxistes, dans la brochure des Editions sociales citée plus haut. On trouvera aussi tous ces documents (la plupart de ceux cités dans cet article ont été republiés récemment par différents éditeurs dont on trouvera les références sur Internet) dans la brochure Textes programmatiques du marxisme, publié par le CCI(T).

tout son poids, et sa critique du programme d'Erfurt fut prise en compte. « *Nous avons eu la satisfaction de voir la critique marxiste du programme triompher complètement* », écrivait-il le 24 octobre à Sorge, ancien secrétaire général de la 1^{ère} Internationale.

LA SOCIAL-DEMOCRATIE, DE L'OPPORTUNISME A LA TRAHISON

La lutte des marxistes contre l'opportunisme fit rage dans la social-démocratie allemande à l'époque de la II^{ème} Internationale. L'opportunisme, c'est-à-dire l'adaptation de l'aristocratie ouvrière à la société bourgeoise, trop heureuse de confier honneurs et prébendes aux parlementaires socialistes devait gangrener presque entièrement les sommets de la social-démocratie dans les années précédant la guerre mondiale, et pas seulement en Allemagne.

En ces temps d'essor tempétueux des forces productives au sein de la société bourgeoise, accompagné d'un développement parallèle aussi fougueux de la classe ouvrière et donc de la social-démocratie, Rosa Luxembourg devait batailler ferme pour les principes du marxisme, avec ses amis : Karl Liebknecht, Leo Jogisches (son compagnon), Franz Mehring, Clara Zetkin, etc. Mais l'aile révolutionnaire du SPD ¹³ resta toujours très minoritaire dans le parti. A la veille du conflit mondial, le révisionnisme ¹⁴ était devenu monnaie courante au sein de la social-démocratie.

Ce cours eut pour résultat l'effondrement politique de la II^{ème} Internationale le 4 août 1914, qui vit le ralliement de tous les partis socialistes d'Europe (sauf les bolcheviks et le parti socialiste serbe) à leurs bourgeoisies respectives et aux buts de guerre impérialistes. A l'Union sacrée scellée en août 1914 à Paris entre les représentants politiques (et les dirigeants syndicaux de la CGT) des deux classes antagonistes de la société, correspondit à Berlin le vote des crédits de guerre au Reichstag par les députés du SPD, y compris Karl Liebknecht par discipline, mais qui votera contre en décembre.

« Le 4 août, expliquait Rosa Luxembourg le 31 décembre 1918 au congrès de fondation du Parti communiste allemand, le 4 août n'est pas tombé du ciel. Il n'est pas un tournant brusque, mais une suite logique de ce que nous avons vécu jour après jour pendant les années précédentes. (...) »

Engels et Marx, s'ils avaient vécu, auraient été les premiers à protester de toutes leurs forces contre les abus qui ont résulté du parlementarisme, contre cet embourbement, cette dégradation du mouvement ouvrier qui s'est manifesté en Allemagne des dizaines d'années avant le 4 août.

Marx et Engels auraient été les premiers à freiner et retenir le véhicule d'une main puissante pour qu'il ne s'enlise pas dans la boue... Mais nous avons perdu Engels en 1895. Depuis lors la direction théorique a malheureusement passé des mains d'Engels à celles d'un Kautsky.

*Entre les mains d'un Kautsky, le « marxisme » servit à dénoncer et à briser toute résistance qui se levait à gauche, et qui, soutenue par un groupe plus ou moins large de camarades, luttait âprement contre la chute dans le marais. **Toute résistance de cette sorte était excommuniée comme anarchisme, anarcho-syndicalisme, ou au maximum comme anti-marxisme.***

Le marxisme officiel servait de couverture à toutes les déviations et à tous les abandons de la véritable lutte de classe révolutionnaire, à toute cette politique de demi-opposition qui condamnait la social-démocratie allemande, et le mouvement ouvrier en général y compris le mouvement syndical, à s'emprisonner volontairement dans les cadres et sur le terrain de la société capitaliste, sans volonté sérieuse de l'ébranler et de la faire sortir de ses gonds. » ¹⁵

LES ORGANISATIONS POLITIQUES DE LA CLASSE OUVRIERE PENDANT LA GUERRE

Alors que les dirigeants de l'aile gauche, révolutionnaire, de la social-démocratie prenaient le chemin de la prison, le prolétariat allemand, comme celui de toute l'Europe, était livré, pieds et mains liés, à la boucherie impérialiste et cela avec la complicité de ses propres représentants politiques. La social-démocratie devenait le plus ferme défenseur de la politique militariste du gouvernement impérial pour l'unique profit de la bourgeoisie.

Rosa Luxembourg stigmatisait la trahison des chefs « ouvriers » dans la fameuse brochure La crise de la social-démocratie écrite en prison et signée Junius. Elle y utilise une formule qui est restée dans l'Histoire : « *La social-démocratie est devenue un cadavre puant.* »

Pendant toute la durée du conflit mondial, la résistance des ouvriers et des soldats allemands aux objectifs de la guerre impérialiste eut d'importantes conséquences sur la représentation politique de la classe ouvrière. Au sein du SPD qui conserva la majorité dans les masses tout au long de la guerre et même pendant les premières phases de la révolution (au moins jusqu'à l'automne de 1923), plusieurs courants s'affirmèrent qui devinrent des organisations séparées sous la pression des événements,

¹³ SPD sont les initiales encore utilisées de nos jours pour désigner le parti social-démocrate allemand. Pendant et après la guerre mondiale, le sigle SPD désigne les socialistes appelés majoritaires, ou dits encore socialistes de guerre ou de droite.

¹⁴ Le représentant le plus éminent du révisionnisme au sein du SPD avant la guerre mondiale était Edouard Bernstein qui niait la nécessité d'exproprier le capital dont les crises, selon lui, pouvaient être surmontées. Rosa Luxembourg lui répondit dans sa célèbre brochure Réforme ou révolution (1899).

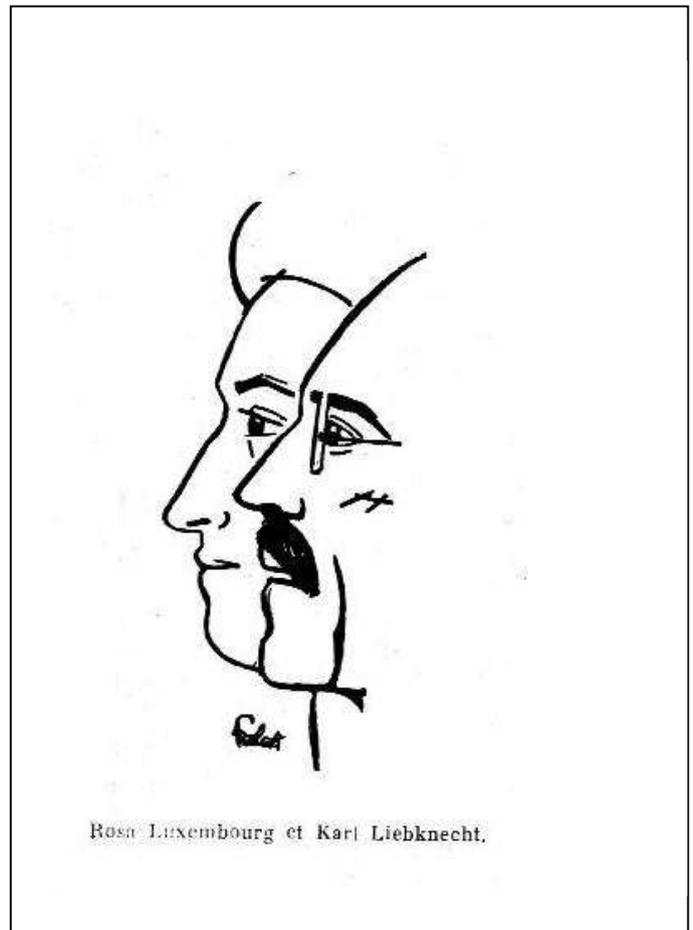
¹⁵ Le discours intégral de Rosa Luxembourg sur le programme de la Ligue Spartakus (qu'elle avait entièrement rédigé elle-même quelques jours plus tôt – Que veut Spartakus ? – ainsi que le texte de ce programme lui-même sont publiés in extenso par la brochure Spartakus et la Commune de Berlin 1918-1919, publiée par les Cahiers mensuels Spartakus en octobre-novembre 1949 à Paris et récemment rééditée.

notamment sous l'influence des révolutions russes de février et d'octobre 1917. Ces organisations politiques nouvelles de la classe ouvrière se partagent entre différents courants, un centre et une gauche révolutionnaire, elle-même divisée entre plusieurs formations très proches mais néanmoins distinctes.

Pour une bonne compréhension du développement de la phase de la révolution qui va du 9 novembre 1918 à la mi-janvier 1919 (période que seule nous examinerons ici dans le détail), il est nécessaire d'observer comment s'affrontent, à chaque étape, les classes antagonistes, le prolétariat et la grande bourgeoisie. Cette dernière étant politiquement hors jeu dès la fin d'octobre¹⁶, les intérêts de classe contradictoires s'expriment dans la lutte des partis au sein du mouvement ouvrier. Pour éviter à tout prix que la révolution politique de novembre ne se transforme en révolution sociale et ne porte les ouvriers au pouvoir, la grande bourgeoisie doit s'appuyer sur les dirigeants du SPD qu'elle charge de liquider la révolution. Ce que les chefs traîtres de la social-démocratie parviendront à faire, mais partiellement, à la mi-janvier 1919.

Comment cela a-t-il été possible ?

Pour répondre à cette question, il faut examiner la configuration des forces politiques à la veille de la révolution. Les marxistes regroupés dès le début de la guerre autour de Rosa Luxembour et Karl Liebknecht ne sont qu'une poignée et forment le « Groupe International », du nom de la revue du même nom, dès mars 1915. Libérée en janvier 1916, Rosa Luxembour fait paraître la première Lettre de Spartakus, destinée à regrouper les internationalistes opposés à la guerre. Puis en juillet 1916, elle est à nouveau jetée en prison.



Rosa Luxembour et Karl Liebknecht.

Le « groupe Spartakus », mène avec courage un travail antimilitariste dans l'armée et lutte pour la défense du programme marxiste, conscient de la crise révolutionnaire qui ne manquera pas de sortir de la guerre. Les spartakistes adhèrent en avril 1917 au parti social-démocrate indépendant (USPD) qui entend se démarquer politiquement des « socialistes de guerre ». ¹⁷ Avec les nouvelles forces gagnées au sein de l'USPD, les camarades de Karl Liebknecht et Rosa Luxembour (ces derniers toujours emprisonnés), forment alors la Ligue Spartakiste (Spartakusbund) qui dispose d'un grand prestige dans les masses.

Mais d'autres forces révolutionnaires issues également du SPD se rassemblent pendant la guerre, sur le terrain du marxisme, à côté de la Ligue Spartakiste, sous le nom de « gauches radicales » (Linksradikale), dites aussi « la tendance de Brême ». Dans cette ville, dès le 24 janvier 1916, elles regroupent la majorité du SPD et publient Arbeitspolitik (la politique ouvrière). A Hambourg, le même phénomène se produit, entraînant une importante minorité du SPD dans les rangs de Linksradikale. Contrairement à la Ligue Spartakiste, elles refusent d'entrer dans l'USPD pour y recruter des partisans. Quand Spartakus sortira de l'USPD le 1^{er} janvier 1919, la fusion avec les gauches radicales sera devenue possible et d'ailleurs nécessaire. Ainsi pourra être constitué le parti communiste allemand (KPD-Spartakusbund).

Enfin, autour de Julien Borchardt, s'est formé pendant la guerre le petit groupe marxiste des « Socialistes internationaux d'Allemagne. » ¹⁸

¹⁶ Il faut cependant nuancer l'analyse. La bourgeoisie, dans la tourmente révolutionnaire, s'appuie aussi sur l'armée qui, bien que vaincue et partiellement disloquée, existe toujours. Notamment en la personne de ses chefs, le maréchal Hindenburg et son adjoint le général Ludendorff, élevés au commandement suprême de l'armée depuis 1916. Mais en novembre 1918, ces deux « hommes forts » n'ont plus de prise sur la réalité, malgré leur prestige, face à l'explosion révolutionnaire. Eux aussi doivent s'appuyer sur les chefs du SPD dont le premier acte gouvernemental est, le 10 novembre, de prendre contact avec l'Etat-major afin de lutter contre le « bolchevisme ».

¹⁷ Le Parti social-démocrate indépendant (USPD) est le « modèle historique » de tout parti centriste, du moins des centristes évoluant de la social-démocratie (ou du réformisme) vers le programme marxiste. Ce ne sera pas le cas de l'USPD dans les premiers mois de la révolution de novembre. Par contre, deux ans plus tard, l'USPD, sous la pression des antagonismes de classe, éclatera, son aile gauche amenant des forces considérables au parti communiste allemand, en octobre 1920, au congrès de Halle du KPD, la droite retournant au SPD. L'USPD a été fondé au congrès de Gotha les 6 et 7 avril 1917 par un groupe de députés pacifistes du Reichstag, exclus en 1916 du SPD et organisés depuis en communautés de travail. Ses principaux dirigeants sont Kautsky, Dittman, Barth, tous représentants de l'aile droite

¹⁸ Qui, parmi les étudiants révolutionnaires en France, au cours des années 60, n'a pas étudié « le Borchardt » ? Toutefois la lecture de ce fort volume d'extraits choisis des trois Livres du Capital ne dispensait pas de l'étude de l'ouvrage complet de Marx.

PREMIERS GRONDEMENTS DE LA REVOLUTION DE 1918

L'influence de la révolution de février en Russie se manifesta en avril 1917 par la constitution de l'USPD, divisé dès sa naissance entre une droite proche des sociaux-démocrates majoritaires et une gauche influencée par les révolutionnaires. Mais bientôt la révolution d'octobre tend la main à la classe ouvrière allemande qui commence à entrer en mouvement.

Dès janvier 1918, les ouvriers d'Autriche-Hongrie, las de la guerre et de ses privations, déclenchent des grèves politiques de masse.

Puis, le 28 janvier, la grève générale éclate en Allemagne dans un grand nombre de villes : Berlin, Hambourg, Kiel, Breslau, Dantzig, Magdebourg, Ludwigshafen, Munich, Nüremberg, Magdebourg, Halle, Gotha, Dortmund, Bochum, etc. Partout se forment des conseils ouvriers.

Le 31, la grève est interdite, la répression se traduit par le renforcement de l'état de siège ; en mars, Léo Jogisches, dirigeant du Spartakusbund est incarcéré avec d'autres militants, propagandistes dans l'armée. Puis du 15 au 17 avril, une nouvelle vague de grèves de masse paralyse Berlin.

Face à la crise révolutionnaire qui affleure, le SPD décide, le 22 septembre, de participer au gouvernement du Reich. Le 1^{er} octobre se réunit une Conférence nationale du Spartakusbund et des gauches-radicales qui lance un appel à la révolution et à la formation de conseils ouvriers. Mais le SPD, qui sent la situation échapper à la bourgeoisie et les menaces peser sur le régime militaro-bureaucratique, lance, le 17 octobre, un appel mettant en garde contre les « actes irréfléchis ».

Le 20 octobre, Karl Liebknecht, libéré de la prison de Luckau, est salué à Berlin par une imposante démonstration ouvrière.

Le 24, Noske (dirigeant du SPD) prononce son dernier discours au vieux Reichstag :

« Dans les circonstances actuelles, nous considérons la collaboration des sociaux-démocrates au gouvernement comme un acte nécessaire. Le peuple et l'empire sont dans le plus grand danger. Nous voulons, par le rassemblement de toutes les forces, prévenir l'écroulement. »

A partir du 30 octobre, commencent les mutineries et soulèvements des marins de la Baltique en dépit d'une répression féroce. Examinons l'irrésistible ascension des masses à l'assaut du régime impérial vermoûlu.

Les mutineries des marins de la Baltique culminent à Kiel les 4 et 5 novembre. Par le moyen de la grève générale, les marins se rendent maîtres du grand port du nord. Le 5, tout le pouvoir est entre les mains des conseils des ouvriers et des soldats. Noske, dépêché en hâte par Berlin, prend la tête de la révolution et se fait nommer sur-le-champ gouverneur de Kiel.¹⁹

Au soir du 5, Lübeck passe aux mains des marins mutinés. Le 6, à Hambourg, dès le début de la révolution, pour la première fois, les ouvriers mettent en avant des objectifs socialistes. Le 6 toujours, les conseils d'ouvriers et de soldats touchent les villes de Brême, Cuxhaven, etc.

Le même jour, le SPD met en garde contre les « éléments irresponsables ». Il demande l'armistice, l'amnistie, la démocratie et l'abdication de Guillaume II.

Partout, la révolution qui s'étend, paralyse le commandement militaire qui parfois s'enfuit, comme à Hambourg. Ainsi le 7 novembre, la révolution s'empare de Wilhelmshaven, Schwerin, Hanovre, Brunswick, Cologne qui se couvrent de conseils ouvriers. Le même jour, elle gagne Munich. Le social-démocrate indépendant Kurt Eisner en prend la tête et constitue le conseil des ouvriers et des soldats. La journée se termine par l'abdication et la fuite du roi de Bavière.

Le 7 toujours, à Berlin, tous les partis sauf les conservateurs, demandent l'abdication de Guillaume II. Le SPD exige la renonciation du Kronprinz au trône mais pas l'abolition de la dynastie.

Le 8 novembre, les conseils s'organisent à Oldenbourg, Rostock, Magdebourg, Halle, Leipzig, Dresde, Chemnitz, Düsseldorf, Francfort, Stuttgart, Darmstadt, Nuremberg. La révolution libère Rosa Luxembourg de la prison de Breslau.

Le même jour à Berlin, le social-démocrate Friedrich Ebert rencontre le prince-chancelier Max de Bade et lui dit : « Si l'empereur n'abdique pas, alors la révolution sociale est inévitable. Mais je ne la veux pas, non, je la hais comme le péché ! »

A Munich, dans la nuit du 7 au 8, le conseil des ouvriers et des soldats déclare la dynastie déchue, destitue le gouvernement royal et proclame la république. Eisner (USPD) constitue le cabinet avec Auer, leader des socialistes majoritaires qui accepte d'occuper le ministère de l'Intérieur pour « éviter les effusions de sang » dans l'intérêt « de l'unité du prolétariat », après que Eisner l'eût assuré que son gouvernement n'emploierait pas les méthodes de violences « bolchevistes ». Ainsi sont les chefs centristes dans la révolution : tournés vers la droite à la recherche de la conciliation entre les classes !

9 NOVEMBRE 1918 : REVOLUTION A BERLIN

A Berlin, le 9 au matin, d'immenses masses ouvrières quittent les fabriques et les faubourgs vers le centre de la ville. La police abandonne ses armes. Les casernes s'ouvrent. Les soldats sont neutres ou se joignent aux ouvriers. Le mouvement a été

¹⁹ Noske, à Kiel, usa de la même tactique que Frédéric-Guillaume V, en mars 1848. S'apercevant dès son arrivée à Kiel qu'il ne pourrait jamais faire refluer le torrent révolutionnaire, il paya d'audace et en prit la tête.

préparé par l'organisation illégale des « délégués révolutionnaires » qui s'est constituée lors de la grève générale de janvier.²⁰

Guillaume II refuse d'abdiquer. Le maréchal Hindenburg, chef suprême de l'armée, déclare que celle-ci ne fera pas de putsch en sa faveur. Dès lors Guillaume ne peut que se soumettre : il abdique à midi et le Kronprinz renonce au trône. Il faudra à peine une heure aux chefs socialistes pour confisquer la révolution à leur profit, ou plutôt à celui de la bourgeoisie dont la domination de classe, quoique ébranlée, reste intacte.

Se transformant sur-le-champ en socialistes « de révolution », Ebert, Scheidemann, Otto Braun proposent aux dirigeants indépendants de former un gouvernement SPD-USPD. En bons centristes, les Indépendants hésitent et tergiversent. Ebert et les siens emploient dès lors les grands moyens. Dans les bureaux du Vorwaerts²¹, ils fondent un « conseil des ouvriers et des soldats de Berlin » qui compte douze délégués révolutionnaires des fabriques et des fonctionnaires et leaders sociaux-démocrates. Entre midi et une heure, Ebert, Scheidemann et Braun obtiennent du prince Max de Bade son retrait et la nomination de Ebert comme chancelier du Reich. On décide sur-le-champ des élections à une assemblée constituante afin de canaliser la révolution dans l'institution par excellence de la démocratie bourgeoise, le parlement.

A 2 heures, Scheidemann proclame la République allemande (bourgeoise) au Reichstag. A 4 heures, du balcon du Château, Liebknecht proclame la « République socialiste libre d'Allemagne », qui n'est qu'une formule creuse, le pouvoir étant déjà entre les mains des Majoritaires et de leurs alliés de l'USPD avec lesquels ils forment un conseil de six commissaires du peuple : 3 SPD (Ebert, Scheidemann et Landsberg) et 3 USPD (Haase, Dittmann et Barth). Ebert passe aux yeux des masses pour un véritable socialiste de « révolution » et appelle les conseils d'ouvriers et de soldats à envoyer au plus tôt des délégués à un congrès national des conseils.

Les illusions submergent les conseils ouvriers à l'égard du conseil des commissaires du peuple qui, dans un appel du 12 novembre, garantit les libertés publiques, promet la journée de huit heures à partir du 1^{er} janvier 1919, une politique sociale, des mesures contre le chômage, etc. La veille, jour de la signature de l'armistice, avait eu lieu la constitution du cabinet d'empire.

Les ministres restent à leur place ou sont remplacés par des fonctionnaires, en général réactionnaires. Le 14 novembre, un décret maintient en vigueur les lois et décrets existants. Le 16 est formée une « communauté de travail » entre employeurs et syndicats ouvriers.

Partout, l'Etat bourgeois affirme sa permanence dans la tempête. Le 22 novembre, cédant aux illusions, beaucoup de conseils ouvriers et surtout de soldats (particulièrement à Hambourg et ses environs) décident de soutenir le nouveau gouvernement.

Mais la révolution continue. Le 11 novembre commencent des grèves de mineurs qui déferlent en Haute Silésie, défiant ouvertement le nouveau pouvoir ouvertement hostile à toute grève. Un mot d'Ebert est repris avec enthousiasme par les patrons : « *Socialisme veut dire travailler beaucoup.* »

Certains présidents de conseils des commissaires du peuple, comme à Brunswick, se prononcent pour la dictature du prolétariat contre l'assemblée constituante. Mais ils sont très minoritaires et le 28, alors que les mineurs de la Ruhr entrent en grève, ceux de Haute Silésie continuant, des affiches sont apposées à Berlin, incitant au meurtre de Karl Liebknecht.

Une première conjuration contre-révolutionnaire se prépare. Le 2 décembre Hindenburg dans un tract aux soldats, se dresse contre les sociaux-démocrates indépendants et les spartakistes. Le 6, à Berlin, lors d'un essai de putsch militaire, 18 révolutionnaires sont tués sur la Chaussée-Strasse. Le Spartakusbund réagit par des démonstrations armées à Berlin ; il ne mobilise encore que 150 000 personnes le 8 décembre. La réaction réagit. Wels, commandant SPD de la ville de Berlin, fait envahir les locaux du Spartakusbund, le 9.

Le 14 décembre, le Général Maerker qui, depuis le 10 novembre agit en contact étroit avec Ebert, lance un premier appel pour la constitution de son corps franc après l'ordonnance réactionnaire prise le 12 par le conseil des commissaires du peuple décrétant la formation d'une garde nationale volontaire.²²

LE PREMIER CONGRES DES CONSEILS OUVRIERS MUSELE

Le SPD, impatient d'étendre son contrôle sur les masses a préparé avec soin le premier congrès des conseils d'ouvriers et soldats d'Allemagne.

Ce dernier réunit 489 délégués (405 de conseils d'ouvriers et 84 de soldats) du 16 au 21 décembre. 288 délégués du SPD et 90 de l'USPD (dont 10 spartakistes), 11 « révolutionnaires unis » rassemblés par la « gauche radicale » de Hambourg, 25 démocrates, 25 membres d'une « fraction de soldats », 50 délégués sans affiliation de parti.

²⁰ Les « délégués révolutionnaires » (Révolutionäre Oblente) dits aussi les « hommes de confiance » se sont organisés illégalement à Berlin depuis la grève générale de janvier sous l'influence conjuguée de l'USPD et d'éléments plus avancés. Ils se posaient en dirigeants de la révolution quoique ne formant pas un parti politique mais un état-major de militants délégués par les usines. Ils joueront un rôle décisif dans le déclenchement de la lutte contre le gouvernement Ebert en janvier 1919 et qui passera à l'Histoire sous le nom de « Semaine de Spartakus ».

²¹ Nom du quotidien social-démocrate.

²² Le même jour, 14 décembre, la Rote Fahne (le Drapeau rouge), quotidien du Spartakusbund publie le programme de la Ligue. Rédigé par Rosa Luxembourg, il rompt avec l'USPD et sollicite, pour une organisation commune, les regroupements « gauches-radicales » de Brême, Hambourg, Berlin, Dresde, etc... De cette fusion, imminente, sortira le Parti communiste allemand (KPD).

Le SPD et, avec lui, la droite de l'USPD (Kautsky, Hilferding, Haase, Dittermann...) détiennent la majorité absolue et écartent les leaders spartakistes (Karl et Rosa) de la tribune du congrès. Ces derniers ne peuvent agir qu'au moyen de démonstrations de rues et d'envois de délégations au congrès.

Spartakus et les gauches-radicales se battent sur la ligne : « *Tout le pouvoir aux conseils d'ouvriers et de soldats !* ». Ebert fait transférer par le congrès le pouvoir législatif et exécutif au conseil des commissaires du peuple qu'il préside. Le SPD a ainsi accaparé la réalité du pouvoir, ne laissant aux conseils ouvriers qu'un cadre qui se vide progressivement de sa substance révolutionnaire.

Néanmoins les soldats du congrès appuient la demande des délégués de la garnison de Berlin, qui demandent que le commandement de l'armée soit exercé par les délégués élus de tous les conseils de soldats et de la marine.

Ebert et Haase s'efforcent d'empêcher que le congrès ne règle définitivement la question du commandement et ils y parviennent. Hindenburg fait appel contre les décisions du congrès en matière militaire. La question de savoir qui décide en matière de commandement de l'armée, les ouvriers ou la bourgeoisie, reste provisoirement en l'état.

L'insurrection des matelots à Berlin va-t-elle donner une réponse à ce problème capital de la révolution ? Devant la détermination de la réaction poussée par Ebert, les marins, indécis, se font bombarder au Château le 24 décembre (11 tués). Défaits, ils sont incorporés dans la garde républicaine. La bourgeoisie reprend la main.

Le 25, les délégués révolutionnaires occupent le Vorwaerts où ils découvrent un arsenal. A Brême, le conseil décide l'armement des ouvriers.

A PEINE CREE, LE P.C. ALLEMAND EST CONFRONTE A L'OFFENSIVE DE LA REACTION

Du 29 décembre 1918 au 1^{er} janvier 1919 a lieu le congrès de fusion du Spartakusbund et des gauches-radicales qui donne naissance au Parti communiste allemand (KPD-Spartakusbund). Liebknecht et Luxemburg ne parviennent pas à convaincre la majorité des délégués de participer aux élections à l'assemblée constituante et sont mis en minorité. Spartakus rompt avec l'USPD, ce qui permet la fusion avec les gauches-radicales. La discussion s'engage aussi avec les délégués révolutionnaires qui restent divisés et conservent leur autonomie.

Ainsi, le KPD ne contrôle pas toutes les forces révolutionnaires qui vont tomber, le 4 janvier, dans une nouvelle provocation du SPD de Ebert-Noske-Scheidemann. Ces derniers destituent ce jour-là Eichhorn, préfet de police de Berlin, USPD de gauche qui avait organisé une sorte de police révolutionnaire. Le soir, l'USPD, les délégués révolutionnaires et le KPD appellent ensemble la classe ouvrière à manifester contre le limogeage de Eichhorn. Les combats commencent dans Berlin et le 5 janvier, les trois organisations tentent d'abattre le gouvernement Ebert-Scheidemann pour le remplacer par une commission révolutionnaire.

Erreur fatale : les révolutionnaires sont encore très minoritaires dans toute l'Allemagne et même à Berlin, pour tenter un coup de force. Les troupes ne sont pas sûres. Mais Noske galvanise le gouvernement encore indécis par ses paroles fameuses : « *Soit ! L'un d'entre nous doit être le chien sanglant (Bluthund). Je ne crains pas la responsabilité.* »²³

Sur-le-champ on lui accorde les pleins pouvoirs. Pendant quelques jours jusqu'au 14 janvier, les combats de rue ensanglantent Berlin. Malgré les grèves politiques de sympathie déclenchées à Brunswick, Leipzig, Hambourg et dans la Ruhr, malgré les démonstrations et les combats livrés à Dortmund, Düsseldorf, Spandau, Dresde, Stuttgart et Brême qui proclame la république des conseils, le mouvement, engagé trop vite, sans plan, sans objectifs clairs et minoritaire dans le prolétariat ne pouvait qu'échouer. Le 14 janvier voit la fin de la lutte à Berlin.

Le lendemain, 15 janvier, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht sont assassinés par les corps francs aux ordres des sociaux-démocrates, privant ainsi la révolution de ses deux dirigeants les plus éminents et d'une tête politique irremplaçable en la personne de Rosa Luxemburg.²⁴ Elle allait avoir 49 ans.

Quatre jours plus tard, les sociaux-démocrates pouvaient faire procéder aux élections à l'assemblée constituante, sans craindre des « troubles » de la rue ou des tentatives de boycott. Le gouvernement annule les « points de Hambourg » qui partageaient entre les soldats et l'autorité la question du commandement suprême. Il n'y aura désormais plus de dualité de pouvoir dans l'armée. Les conseils de soldats ne sont plus compétents pour nommer ou destituer les chefs militaires. Un nœud coulant démocratique vient d'être passé au cou de la révolution mais sans l'étrangler. Car elle continue, et pour de nombreuses années

²³ Ces phrases sont rapportées par Noske lui-même dans son livre de souvenirs De Kiel à Kapp (il s'agit du putsch du général Kapp qui aura lieu et échouera, confronté à une formidable grève générale en mars 1920). Noske rapporte aussi à propos de la journée insurrectionnelle du 6 janvier à Berlin : « *Si les foules avaient eu des chefs décidés, sachant ce qu'ils voulaient, au lieu de beaux parleurs, elles auraient été maîtresses de Berlin ce jour-là vers midi.* »

²⁴ Trotsky écrit dans son Journal d'exil que si Lénine n'avait pas été présent à Petrograd, en 1917, la révolution d'Octobre n'aurait pas eu lieu. Il ajoute que si, lui, Trotsky, avait été présent, il n'aurait pas réussi, n'ayant pas l'autorité de Lénine sur le parti bolchevique, à redresser celui-ci en avril-mai et à le mener à la victoire. On peut spéculer sur ce qui serait advenu de la révolution allemande en 1923 ou dans les dix années qui ont suivi, si Rosa Luxemburg avait dirigé le KPD au lieu de ses pâles successeurs. Mais il est certain qu'en 1923, la révolution n'aurait pas manqué son rendez-vous avec l'Histoire comme cela se produisit, du fait des faiblesses politiques de Brandler (qui dirigeait le KPD), conjointement au cours empirique, confinant à l'aveuglement, impulsé par Zinoviev à la tête de l'Internationale communiste. Seul Lénine... Mais Lénine, malade en 1923, n'avait plus la possibilité d'agir, pas plus que Trotsky, isolé par la « troïka » composée de Staline, Zinoviev et Kamenev, et formée contre lui cette même année 1923.

encore, toujours riches de possibilités.

A BERLIN, LES « JOURNEES DE JUIN » ONT EU LIEU EN JANVIER

Avant d'être lâchement assassinée, Rosa Luxembourgeois avait eu le temps, dans un article écrit la veille, le 14 janvier, de tirer le bilan politique de cette nouvelle « semaine sanglante » inscrite dans les annales de la révolution prolétarienne mondiale.

De son côté, Karl Liebknecht analysait le même jour ce qui venait de se passer, en termes très proches de ce qu'écrivait Rosa dans son article « L'ordre règne à Berlin ».

Celle-ci voit d'abord dans l'échec de la « semaine de Spartakus » « *la non-maturité du soldat (qui) n'est par elle-même qu'un symptôme de la non-maturité générale de la révolution allemande. (...) Pour le moment, ce qui manque encore, c'est l'immédiate communauté de rythme dans la marche en avant, c'est la concordance directe de l'action, qui seules peuvent donner à l'élan et à la combativité des ouvriers de Berlin une efficacité incomparable. En plus de cela – et c'est là seulement une concordance plus profonde encore de cette non-maturité politique de la révolution – les luttes économiques, véritables sources volcaniques où s'alimente continuellement la lutte de classe révolutionnaire, sont encore dans leur stade initial.* »

Dans son dernier écrit, intitulé « Malgré tout », Karl Liebknecht dresse un bilan similaire :

« Spartakus est à terre ! C'est vrai ! Les ouvriers révolutionnaires de Berlin ont été écrasés ! (...) Ils ont été abandonnés par les matelots, par les soldats, par les corps de protection, par la milice populaire, par tous ceux sur l'aide desquels ils avaient fermement compté.

Mais surtout leur force a été paralysée par l'indécision et la faiblesse des chefs qu'ils s'étaient donnés. Et l'immense marée de boue de la contre-révolution, issue des couches arriérées du peuple et du reflux des classes possédantes, les a tous enlisés et noyés. (...)

La révolution n'était pas mûre. Et cependant la lutte était inévitable (...). La lutte fut imposée au prolétariat par toute la bande à Ebert. »

Liebknecht ne pose pas la question que Rosa Luxembourgeois aborde avec lucidité. Du fait de l'immaturité des conditions de la lutte à Berlin en ce début de la révolution, aller à l'affrontement n'était-il pas une aventure ?

« La lutte des ces dernières semaines était-elle à cause de cela « une faute » ? Oui, répond-elle, s'il s'agissait d'un déclenchement intentionnel, de ce qu'on appelle un « putsch » ! (...) Mais devant le fait de la provocation insolente d'Ebert-Scheidemann, les ouvriers révolutionnaires étaient forcés de prendre les armes. Oui, c'était pour la révolution, une question d'honneur de répondre tout de suite à l'attaque de toutes ses forces, sinon, on encourageait la contre-révolution à réaliser une nouvelle étape, et on ébranlait ainsi avec les rangs révolutionnaires du prolétariat, le crédit moral de la révolution allemande dans l'Internationale tout entière. »

Si la lutte se conclut par une défaite, comme les combats de décembre 1905 à Moscou, Rosa a raison de mettre l'accent sur « *la victoire morale (qui) fut du côté de la rue* ». En 1905, les bolcheviks avaient condamné l'attitude du vieux Plekhanov qui avait conclu, après les combats de rue à Moscou : « *Nous (les sociaux-démocrates russes) n'aurions pas dû prendre les armes.* »²⁵

Et Rosa met en lumière « *une des grandes lois historiques de la révolution* » que refusent les « *petits machiavels "révolutionnaires" du genre de l'USPD, qui, dans chaque lutte, cherchent seulement des prétextes pour battre en retraite.* » Cette loi « *résulte de la contradiction entre l'aggravation de la tâche et les conditions préalables insuffisantes pour son accomplissement, dans la phase de début du développement révolutionnaire* », et par voie de conséquence, « *la victoire finale ne peut être préparée que par une série de "défaites"*. »²⁶ Et ces défaites, conclut-elle, mènent pas à pas, inévitablement, vers la victoire définitive !

Liebknecht, de son côté, fustige les chefs sociaux-démocrates, « *des traîtres à leurs frères (qui) gouvernent le peuple allemand.* » Et de pronostiquer :

« Leur règne allumera dans des millions de cœurs les brasiers de la révolte. La révolution du prolétariat qu'ils ont pensé noyer dans le sang se lèvera au-dessus d'eux – une géante ! Sa première parole sera : "A bas les assassins d'ouvriers Ebert-Scheidemann-Noske !" »

Et maintenant, examinons la conclusion de l'article de Rosa Luxembourgeois (considéré, tout comme celui de Liebknecht, comme le **testament politique** des deux dirigeants spartakistes) où elle livre le fond de sa pensée.

Après être revenue sur la comparaison entre février 1848 à Paris et novembre 1918 à Berlin, elle oppose ensuite « *l'héroïsme* » du prolétariat parisien en 1848 aux « *défaillances pitoyables de la révolution allemande de mars 1848* » que « *la social-démocratie allemande traîne comme un boulet (...)* jusque dans la crise dramatique que nous venons de vivre. »

²⁵ Voir notre article « La révolution russe de 1905 », publié en novembre 2005 dans le n° 6 de Combattre pur le Socialisme, publié par la Fraction Publique du Comité pour la Construction du POR et de l'IOR.

²⁶ Et Rosa Luxembourgeois de rappeler que « *l'insurrection des tisseurs de soie lyonnais en 1831 se termine par une lourde défaite. Le mouvement des Chartistes en Angleterre, par une défaite. Le soulèvement du prolétariat à Paris dans les journées de juin 1848 finit par une défaite écrasante. La Commune de Paris finit par une défaite terrible.* »

LE DERNIER MOT DE ROSA LUXEMBOURG

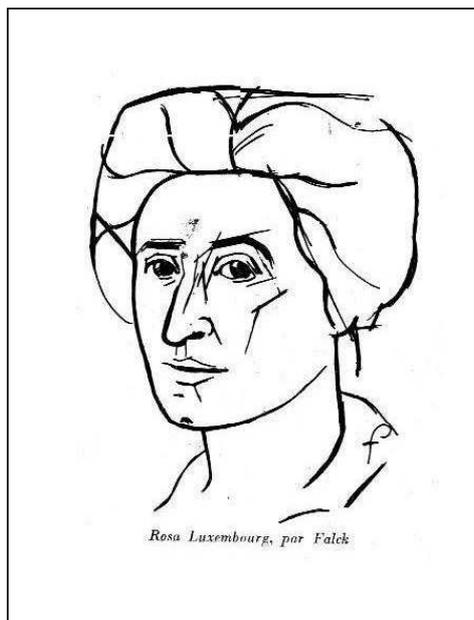
Et voici la conclusion de l'analyse de la grande révolutionnaire, que nous reproduisons **in extenso**, car il s'agit du problème capital, dans toute révolution prolétarienne, des rapports entre le mouvement objectif des masses, nourri par le facteur subjectif qui s'incarne dans le parti révolutionnaire. Voici comment Rosa aborde ce difficile problème au lendemain de la défaite :

« Comment apparaît la défaite de cette fameuse "Semaine de Spartakus" à la lumière de la précédente question historique ? ²⁷Est-ce que ça a été une défaite de l'audacieuse énergie révolutionnaire devant l'insuffisante maturité de la situation ? ou bien, au contraire, une déroute de faiblesse et de tiédeur dans l'action ?

Les deux ! Le caractère à double face de cette crise, la contradiction entre l'attitude pleine de force, décidée, offensive, des masses berlinoises et l'indécision, la timidité, le manque de conviction des chefs berlinois est la caractéristique particulière de cet épisode le plus récent.

La direction a avorté. Mais la direction peut et doit être créée par les masses et sortir des masses. Les masses sont le facteur décisif, elles sont le rocher sur lequel la victoire finale de la révolution sera édifiée. Les masses étaient à la hauteur, elles ont fait de cette « défaite » un chaînon de ces défaites historiques qui sont l'orgueil et la force du socialisme international. Et à cause de cela, c'est de cette « défaite » que fleurira la victoire prochaine. »

Si l'on comprend bien, les masses héroïques du mouvement de janvier à Berlin ont eu raison de répondre à la provocation gouvernementale. C'était une question d'honneur et puis les marxistes n'abandonnent pas le champ de bataille comme de vulgaires centristes de l'USPD. Ce n'était pas un putsch mais une action défensive, comme en juin 1848 en France. Mais la direction politique n'a pas été à la hauteur. Noske aussi l'a remarqué dans ses mémoires (voir la note 14). Mais de quelle direction s'agit-il ? Pas celle du jeune KPD-Spartakus qui venait de fusionner avec les gauches-radicales. Il ne peut s'agir que des délégués révolutionnaires, qui sans être un parti mais un état-major, ont joué le rôle de direction politique du mouvement. On comprend que, dans la défaite, les Spartakistes n'aient pas voulu accabler leurs frères de combat en les désignant nommément.



Pourtant c'est bien d'eux qu'il s'agit. Indécis, hétérogènes politiquement, plus « militaires » que « politiques », les délégués révolutionnaires ont manqué de cette audace politique pourtant réclamée par Rosa.²⁸ Leur seul acte insurrectionnel important fut l'occupation d'à peu près tous les journaux de Berlin à partir du 6 janvier. Mais le matin du 11, le Vorwaerts, le quotidien du SPD, est assiégé entre 7 et 8 heures du matin et, finalement, les 300 délégués du journal doivent se rendre. Le 12 janvier, on assiste à la reddition des journaux occupés depuis les 5 et 6 janvier. Le 14, la lutte cesse à Berlin et le lendemain, Karl et Rosa sont pris par la soldatesque des corps francs et exécutés par des officiers aux ordres de Noske, le « chien sanglant ».

Les dirigeants du tout jeune KPD ne sont pas responsables de la faiblesse de la direction du mouvement. Ils n'ont pas réussi à convaincre au récent congrès du parti communiste les délégués révolutionnaires de fusionner leurs forces comme Spartakus l'a fait avec les gauches-radicales. De sorte que le mouvement insurrectionnel s'est trouvé entre les mains non aguerries politiquement des délégués révolutionnaires.

Ce simple fait – décisif et aux conséquences tragiques – dément aussi l'assertion de Rosa pour qui « la direction peut et doit être créée par les masses et partir des masses. »²⁹ Hélas, non. Des masses, de leur admirable spontanéité, de leur héroïsme, ne peut rien sortir de plus, face à un ennemi

féroce et averti. Seule une direction politique, formée et trempée de longue date à l'école du marxisme, est en mesure de diriger l'état-major de l'insurrection avec une sûreté quasi infaillible.³⁰

Rien de tel chez les délégués révolutionnaires qui sont sortis des « masses » berlinoises lors des mouvements de janvier 1918 mais sont restés de longs mois dans la confusion et l'indécision politiques jusqu'au moment décisif, début janvier 1919.

²⁷ Il s'agit – le lecteur l'aura compris – de la comparaison entre les révolutions de 1848 en France et en Allemagne, révolutions « politiques » en février à Paris, en mars à Berlin. La première tentative des ouvriers français en juin 1848 d'agir politiquement pour leur propre compte, aboutit à une défaite ; celle du prolétariat allemand, soixante ans plus tard, se conclut sur un même échec, selon la même loi historique si bien mise en lumière dans le dernier écrit de Rosa.

²⁸ Rosa Luxemburg écrit précisément dans l'ordre règne à Berlin : « C'est une loi intérieure à la révolution de ne jamais pouvoir supporter l'inactivité après un pas en avant. La meilleure parade est un bon coup d'audace. Cette règle élémentaire de toute lutte régit à plus forte raison tous les pas de la révolution. »

²⁹ Cette conception n'est pas nouvelle chez Rosa Luxemburg. Déjà, en 1903, lors de la séparation des mencheviks d'avec les bolcheviks, elle avait critiqué « l'ultra-centralisme de Lénine » auquel elle oppose « un auto-centralisme exercé par la couche dirigeante du prolétariat » et « l'activité révolutionnaire autonome du prolétariat, qui élève en lui le sens de ses responsabilités politiques. »

³⁰ C'est ce qu'ont fait les bolcheviks en octobre 17, Trotsky étant le chef d'état-major, à la tête du comité militaire révolutionnaire qui assura la victoire de main de maître.

Pour affronter le pouvoir et l'arracher à l'ennemi, la bourgeoisie et ses agents, il faut aux masses en lutte un parti révolutionnaire centralisé et discipliné, capable de les préserver de leur propre impatience (comme lors des Journées de juillet à Petrograd) et de canaliser leur énergie lorsque **toutes** les conditions sont remplies, comme en octobre 1917 dans la capitale de la Russie et dans la Russie elle-même tout entière.

Mais Rosa Luxembour, en l'absence d'un tel parti, n'a pu préserver Spartakus (l'Histoire désigne sous ce nom tous les combattants de janvier) devant la provocation et son envie d'en découdre avec Ebert et sa clique. En juillet, le prolétariat russe n'avait subi qu'une demi-défaite, conservant intactes ses forces et la direction du parti bolchevik. A Berlin, Spartakus a été terrassé et vaincu, selon les derniers mots de Karl Liebknecht.

Si elle avait survécu, Rosa Luxembour aurait sans doute rectifié son erreur théorique. La direction révolutionnaire ne saurait surgir d'elle-même du sein des masses, malgré tout leur héroïsme lorsque l'enjeu de la lutte devient décisif. Cette conception erronée de la formation de la direction révolutionnaire eut pour conséquence de l'entraîner avec le KPD, quoique à son corps défendant, derrière les délégués révolutionnaires lancés à l'aveuglette dans un combat sans issue.

A Berlin, les journées de juin 1848 à Paris, de juillet 1917 à Petrograd, sont tombées en janvier 1919. Dès lors, le vainqueur, dans cette lutte inégale, ne pouvait être que le gouvernement réactionnaire Ebert-Scheidemann-Noske décidé à sauver l'ordre bourgeois par tous les moyens.

Et, pourtant, Rosa Luxembour n'avait-elle pas écrit en prison une brochure sur « la révolution russe » qu'elle avait conclue par ces mots : « *L'avenir appartient partout au bolchevisme* » ?

Par malheur, elle n'a pas disposé en janvier des moyens permettant à Spartakus de préserver l'essentiel de ses forces et **cet essentiel**, c'était sa propre vie de dirigeante révolutionnaire exceptionnellement douée.

La « semaine de Spartakus » a donné aux révolutionnaires de l'avenir – et pas seulement allemands, car nous sommes, nous aussi, de ceux-là – une immense leçon, à la fois théorique, tactique et stratégique.

C'est pourquoi sa mémoire et celle de Liebknecht et des Spartakistes seront à jamais honorées, elle qui écrivit d'une plume étincelante ces derniers mots avant de succomber :



« L'ordre règne à Berlin ! » O bourreaux stupides ! Votre « ordre » est construit sur le sable. La révolution se dressera demain dans toute sa hauteur avec fracas et, à votre terreur, elle annoncera avec toutes ses trompettes :

J'ETAIS, JE SUIS, JE SERAI ! »

Fabrice LEFRANCOIS, le 11 février 2009.

Qui sommes-nous ?

Des militants attachés à la défense des droits et intérêts de la classe ouvrière et des masses exploitées en général, avec la conviction que ceux-ci exigent non pas la recherche d'une impossible réforme du système de profit capitaliste, mais **la volonté de l'abattre**.

Nous sommes profondément convaincus que des millions de travailleurs et d'opprimés ressentent, comme nous, avec angoisse, que ce système mène la société toute entière et de plus en plus vite, à une impasse sans précédent, dont la barbarie est déjà à l'œuvre. En même temps, tout en s'efforçant de réagir aux oppressions par les moyens à leur disposition, ils ne voient pas comment en extirper les racines et construire un système social qui en finisse avec l'exploitation de l'homme par l'homme, **c'est-à-dire le socialisme**.

Nous considérons que pour cette tâche historique, le prolétariat et les masses populaires en général ont besoin de reconstituer, sur le plan national en France **un Parti Ouvrier Révolutionnaire** et à l'échelle mondiale, **une Internationale Ouvrière Révolutionnaire**, qui ont été détruits par les trahisons successives de la social-démocratie et du stalinisme.

Parmi les groupes et organismes qui se réclament du trotskysme ou de la révolution, nous nous distinguons d'une part par notre refus du sectarisme comme des dérives bureaucratiques, opportunistes ou « gauchistes », d'autre part par une ligne politique constante et claire : **mettre en avant, en toutes circonstances et avant tout, le combat pour un gouvernement ouvrier fondé sur le Front unique des organisations ouvrières contre la bourgeoisie**, et contrôlé par la mobilisation permanente des masses

C'est sur cette ligne que nous militons dans les syndicats, pour la démocratie ouvrière et pour leur indépendance de classe, contre toute forme de collaboration des représentants syndicaux avec ceux du patronat et de la bourgeoisie, quel que soit son titre : « cogestion », participation » ou « dialogue social », etc...

C'est également sur cette ligne que nous militons dans les regroupements autonomes (collectifs, comités,...) par lesquels la classe ouvrière, les jeunes et les masses populaires en général cherchent à organiser leurs combats, contre la tutelle et les trahisons des bureaucrates syndicaux et politiques au bénéfice de la classe dominante.

Nous ne séparons pas ce combat quotidien pour les revendications immédiates et élémentaires des exploités, affamés et rejetés par la férocité impérialiste, des mots d'ordre « transitoires » ouvrant la voie au gouvernement ouvrier et à « **l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes** ».

Nous nous situons ainsi en continuité du « Comité pour la construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire » fondé en 1984 par le dirigeant trotskyste **Stéphane JUST**.

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Combattre pour en finir avec le capitalisme.

NOM :..... Prénom :.....

Adresse :.....

E-mail (facultatif) :.....

Abonnement pour **10 numéros** (suppléments, tracts, informations... compris) France & Belgique : **20,00 €**

Etudiants, chômeurs : 5,00 à 10,00 €

Abonnement de soutien : 35,00 – 40,00 – 50,00 € - Merci

Je joins un chèque de € à l'ordre de **A.R.T.P.** à adresser à

Louis RASCLE 24, allée des Platanes 69500 BRON

Signature :.....